

EDITO

Quand la petite voix du reportage dessiné est de celles qui redonnent du sens à la notion même de reportage **3**

ANALYSE

LA BD SORT DE SA BULLE

Bande dessinée, un parcours condensé **4**

La BD, un outil de résistance et d'émancipation **7**

Un dessinateur pas comme les autres **9**

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Pensions: STOP aux contre-vérités **10**

Défendre la protection sociale à coups de crayons **11**

Protection sociale qu'elle soit mondiale **12**

Une heure de salaire solidaire! **13**

Les intimités s'exposent **14**

Fonds de garantie locative wallon **14**

QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DE LA REVUE L'ESPERLUETTE

15

VIE DE L'ISCO

Le congé-éducation payé en zone de turbulences **17**

Devenir acteur de changement avec l'ISCO **18**

Nouvelle session BAGIC à Charleroi **18**

EN RÉGIONS

Démocratie et mémoire(s) **19**

Violence institutionnelle sur le marché de l'emploi **19**

MÉMOIRES EN RÉSUMÉ

20

EN BREF

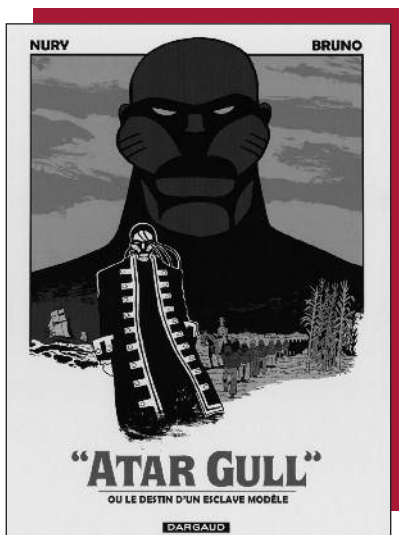
21

AGENDA

22

FICHE PÉDAGOGIQUE

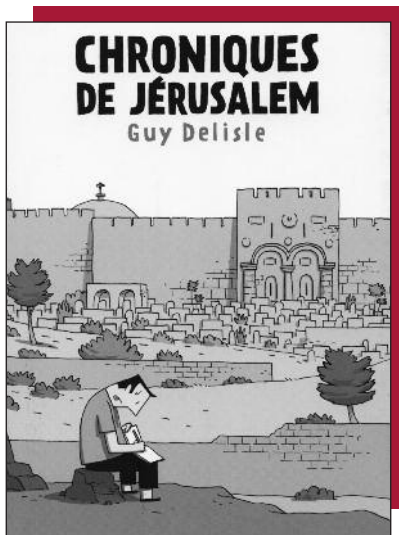
La coopération conflictuelle est inéluctable, l'action collective est nécessaire



© REPORTAGE PHOTO & 89



© REPORTAGE PHOTO & 89



© REPORTAGE PHOTO & 89



© REPORTAGE PHOTO & 89

Les photos qui accompagnent cette fois-ci *L'Esperluette* sont directement liées au thème central du dossier d'analyses, à savoir la Bande Dessinée est-elle un outil de résistance et/ou d'émancipation?

Les photos reprennent les couvertures d'albums de BD qui ont fait partie de l'exposition «La BD outil de résistance» réalisée par le CAL et le CIEP Hainaut Picardie, dans le cadre de la campagne «Semons des possibles» (Pour en savoir plus, voir pp. 7-8). ■

COMITÉ DE RÉDACTION: LAHCEN AIT AHMED, STÉPHANIE BAUDOT, VIRGINIE DELVAUX, FRANCE HUART (COORDINATION), MARIE-FRÉDÉRIQUE LORANT, ZOÉ MAUS, FLORENCE MOUSSIAUX, MICHÈLE STESSSEL, NICOLE TINANT

SECRÉTARIAT: FRANCINE BAILLET, LYSIANE METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO: LAHCEN AIT AHMED, STÉPHANIE BAUDOT, VIRGINIE DELVAUX, MAXIME DOGOT, PIERRE GEORIS, FRANCE HUART, FRÉDÉRIC LIGOT, LAURA PLUMET, NICOLAS ROELENS

PHOTOS: CIEP HAINAUT PICARDIE ET PAC PICARDIE

CIEP COMMUNAUTAIRE: TÉL: 02/246.38.41, 42, 43 - FAX: 02/246.38.25 - COURRIEL: COMMUNAUTAIRE@CIEP.BE

ÉDITEUR RESPONSABLE: VIRGINIE DELVAUX - CHAUSSÉE DE HAECHE 579 - 1030 BRUXELLES

DESIGN: DCL PRINTERS - COURRIEL: DCL.PRINTERS@SKYNET.BE - IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ SANS CHLORE

Q

uand la petite voix du reportage dessiné est de celles qui redonnent du sens à la notion même de reportage¹

PAR VIRGINIE DELVAUX, DIRECTRICE
CIEP-ISCO COMMUNAUTAIRE

Nommée, depuis 1964, 9^{ème} art, il est aujourd'hui difficile de le démentir: la Bande Dessinée est un art reconnu. Politiquement, par la FWB qui soutient des projets d'auteurs et des maisons d'édition, et également par sa consécration avec le CBBBD². Médiatiquement, notamment, via la large publicité faite au Festival d'Angoulême. Enfin, économiquement, la BD étant aujourd'hui considérée comme une réelle industrie culturelle³.

La reconnaissance de la BD par le Politique, les médias et l'Economie est liée à sa mise au service de la société. Citons tout d'abord son lien avec l'école et ses utilisations didactiques, de l'histoire à l'économie, et, de manière plus osée, par ce récent projet «Sociorama: la banlieue du 20 heures», qui illustre une thèse sur la fabrication des reportages du JT sur les banlieues. La BD est aussi devenue un outil de communication utilisé par les agences spécialisées dans la communication des entreprises et des institutions. Enfin, et non des moindres, la BD est au service du plaisir. Un plaisir individuel dans un premier temps mais qui est source de lien social, chacune cherchant à partager cette expérience jubilatoire avec d'autres.

La BD est donc un objet complexe et riche, pourtant, malgré cela, elle reste un média trouvant difficilement sa légitimité. Les sciences humaines ne s'en sont encore que très peu préoccupées⁴, même si des personnalités comme Pierre Bourdieu, Umberto Eco, Edgar Morin, ont apporté leur contribution.

De plus, comme tout média, la BD évolue: ainsi depuis la dernière décennie, une nouvelle forme de BD, que certains nomment «littérature dessinée», «roman graphique», «bd reportage» ou encore «bd documentaire», est apparue. De fait, on constate un renforcement de cette rencontre entre presse, société et littérature. La BD s'aventure donc davantage du côté du réel, du documentaire et du factuel, offrant ainsi un autre regard sur le monde⁵ et une autre méthodologie. Le travail d'Étienne Davodeau en est une intéressante incarnation digne d'un documentariste audiovisuel, voire d'un sociologue ou d'un historien. Cette évolution a intéressé de plus en plus de personnes engagées dans l'action collective et l'éducation populaire pour, finalement, en faire aujourd'hui un réel compagnon de route dans des projets et engagements culturels, socioculturels et politiques.

Intéressant duo donc? Oui, si on prend certaines précautions et si on ne cherche pas à éluder le côté sombre de la BD qui traîne ses propres caseroles. Car la BD incarne un sexisme

vécu et véhiculé le plus souvent implicitement. Tentant ces dernières années de faire entendre leur voix, un collectif de créatrices⁶ a participé à soulever publiquement cette situation lors du dernier Festival d'Angoulême, y présentant sa sélection 100 % masculine. Là aussi, il y a encore des combats à mener à l'intérieur de l'ancre de la bête dessinée.

Enfin, n'oublions jamais que la BD peut très bien se transformer en outil de propagande⁷. C'est pourquoi il faut garder une vigilance accrue pour ne pas soutenir *une Machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*⁸. Restons lucides donc car, comme le dit Étienne Davodeau, «raconter, c'est cadrer. Cadrer, c'est éluder. Éluder, c'est mentir. L'objectivité est un leurre»⁹. ■

1. DABITCH Christophe, «Reportage et bande dessinée», dans *Hermès. La Revue*, 2009-2, n° 54: *La Bande dessinée: art reconnu, média méconnu*, pp. 91-98 (www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2009-2-page-91.htm).
2. Centre belge de la Bande Dessinée à Bruxelles www.cbdd.be/
3. BERTHOU Benoît, «La bande dessinée franco-belge: quelle industrie culturelle?», dans *Textyles*, n°36-37, 2010, pp. 43-57 (<https://textyles.revues.org/1398>).
4. DACHEUX Eric, *La Bande dessinée: art reconnu média méconnu*, dans *Hermès, La Revue* 2/2009 (n° 54).
5. *Le Monde diplomatique en bande dessinée*, Hors-Série, novembre-décembre 2010.
6. <http://bdegalite.org/category/blog/>
7. STROMBERG Fredrik, *La propagande dans la BD: Un siècle de manipulation en images*, Ed. Eyrolles.
8. SALMON Christian, *Storytelling: la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte Poche-Essais n°293.
9. Interview d'Étienne Davodeau, dans *Télérama*, n° 308.

La BD

sort de sa bulle

Bande dessinée,
un parcours condensé¹

PAR PIERRE GEORIS,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FONDATION
TRAVAIL UNIVERSITÉ (FTU)

La bande dessinée est une discipline artistique, dont l'évolution propre s'inscrit amplement dans le contexte sociétal. C'est pourquoi ces deux dimensions seront croisées dans cette introduction.

BD POUR ENFANTS SAGES

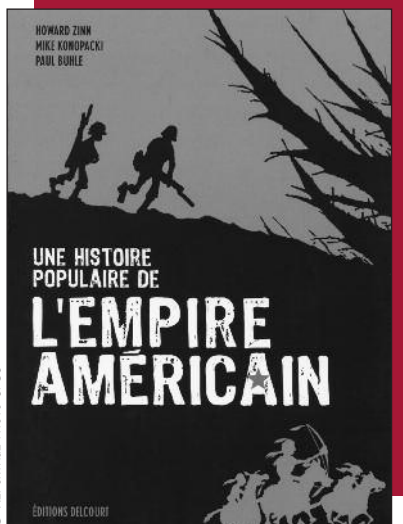
Pendant quatre décennies, la BD a été un produit destiné à l'éducation des enfants et jeunes adolescents. Ce sont des éditeurs catholiques qui se sont lancés les premiers². Comme la fonction éducative de la BD était sujette à fortes controverses - il a fallu beaucoup de temps à la BD pour trouver sa légitimité - ceux qui prenaient le risque de s'aventurer sur de tels sables mouvants, étaient d'autant plus rigoureux. Les auteurs eux-mêmes s'adonnaient à l'auto-censure. Cela a contribué à faire de la BD «l'éponge» de son époque, une forme d'expression qui suivait la pensée «mainstreaming» - ce que pense la majorité des gens. Ce qui n'a pas, pour autant, empêché toute dissonance - déjà dans les années 50.

Même les plus réussies des productions de l'époque, par leurs qualités feuilletonnesques et/ou d'humour, sont adossées à un arrière-plan lourdement moralisateur, conservateur, très binaire (il y a les bons complètement bons contre les mauvais totalement mauvais), patriote et misogyne (il n'y en a que pour les mecs; pas une fille à l'horizon).

Hergé est la première figure centrale de l'époque. On lui impute une contribution décisive à l'établissement de la «grammaire» du mode d'expression: système du «gaufrier» - succession de cases en ligne; généralisation du phylactère (la «bulle» dans laquelle sont placés les propos du personnage)³; lorsqu'un per-

sonnage court, il le fait dans le sens de la lecture (de gauche à droite),... On le sait: une partie de l'œuvre d'Hergé est sujette à controverses. Son principal «péché» est d'être le prototype parfait de «l'éponge» évoquée ci-dessus. «Tintin au Congo» est à lire moins pour dénoncer la pensée hergérienne que pour se consterner de l'ahurissante vision dominante des Belges des années 30 à l'égard des Africains. «Le sceptre d'Ottokar» d'avant-guerre dénonce l'Anschluss de l'Allemagne hitlérienne sur l'Autriche. Ce qui n'interdit pas à «L'étoile mystérieuse», écrite au début de l'occupation, d'être la métaphore du combat du bien (l'Europe hitlérienne) contre le mal (les Etats-Unis et les Juifs). Rééditée, «Etoile» sera expurgée d'une «blague» antisémite et modifiée sur certains points significatifs (le mauvais change de nom: Blumenstein devient Bolhwinkel). Bref, Hergé bouge avec le vent: il est intéressant de lire ses albums comme autant de documents témoins de l'ambiance changeante de l'époque.

En contrepoint, on impute à Franquin d'avoir inventé «toutes les exceptions de la grammaire»⁴. Le cas le plus flagrant est la création, dès 1957, du personnage de Gaston. Dans des magazines remplis de «vrais» héros, voici que débarque un «sans emploi», un «anti-héros» en quelque sorte, qui, à défaut, organise le souk à la rédaction et dans les pages du journal de «Spirou»⁵. A l'époque, il s'agissait d'une phénoménale



innovation! Au-delà de cet aspect formel, Franquin a réussi de vraies anticipations. 15 ans avant que des femmes comment timidement à devenir, elles aussi, des héroïnes de BD, il introduit le personnage de Seccotine, une jeune femme qui a un vrai métier (elle est journaliste), qu'elle exerce plus efficacement que les héros Spirou et Fantasio, arrivant systématiquement avant eux sur toutes les scènes d'exploits, dans «La corne du rhinocéros», en 1953. Un peu plus tard, on la découvre exploratrice au plus profond de la jungle, d'où elle ramènera le reportage «Exploration du Monde» sur «Le nid des marsupilamis». Seccotine est très finement introduite, sur le mode de l'humour, mais comporte une vraie charge contestataire⁶. Remis dans le contexte de l'époque, c'est brillant! Même chose en fin de carrière: en 1977, les gags caustiques et pessimistes des «idées noires» mettent en scène une série de questions qui constitueront autant de fondamentaux des mouvements écologistes à partir des années 80.

UNDERGROUND

Le maelström contestataire «Mai 68» va évidemment atteindre le domaine, tant



sur le fond (les productions grinçantes, les propos caustiques, l'abord explicite de sujets sociaux et politiques, les contenus «pour adultes») que sur la forme (remise en cause de la «grammaire»).

Le magazine «Pilote» sera le creuset d'innombrables innovations; malheureusement, il n'y survivra pas. Tout au long d'une jouissive «Rubrique à brac», Gotlib se paie la tête de tous les codes et tics de la BD et du cinéma, mais, ce fai-

sant, il change de cible: le second degré assumé s'adresse aux grands adolescents et aux adultes; bref, ceux qui sont capables de comprendre. D'autres auteurs contribueront à «foutre le bordel dans la grammaire»: Fred fait voyager son «Philémon» sur toutes les lettres de l'Océan atlantique, comme si chacune des dites lettres sur une carte dessinait une île réelle; une phénoménale poésie, qui doit régulièrement sortir du «gaufrier» pour s'exprimer. Druillet, quant à lui, organise des space-opéras hyper pessimistes au moyen de planches éblouissantes de virtuosité graphique, qui n'ont cependant plus rien à voir avec les «gaufriers».

Cette façon de se détacher des codes et/ou de les railler fait entrer la BD dans le monde des adultes, avec, d'ailleurs, une partie des produits réservée aux seuls adultes, en particulier, via de nouveaux magazines underground. La phase est à la dualisation: une BD classique destinée aux enfants et aux jeunes; une BD destinée aux adultes.

BD ADULTE

Après la «crise d'adolescence», vient le temps de la «BD adulte», celle qui revendique explicitement son appartenance aux champs artistiques littéraires et graphiques. Par la grâce d'un format que les éditeurs acceptent d'adapter, de nouvelles opportunités se présentent pour des contenus libérés (n'être pas obligé de «faire court» permet d'approfondir, d'enrichir, de nuancer les propos tenus et les profils des personnages).

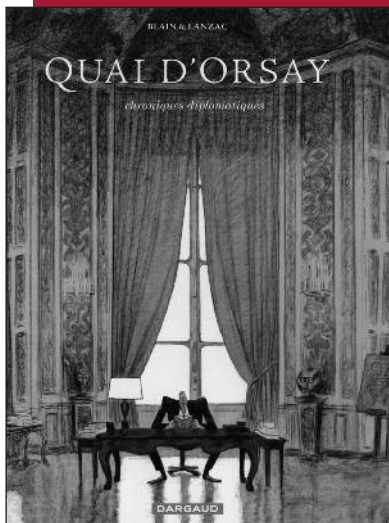
Avec le magazine «A Suivre», comme support (1978-1997), l'éditeur Casterman sera l'initiateur décisif de cette stabilisation: une BD qui utilise la plupart des codes traditionnels mais s'autorise à sortir du format canonique «une histoire tient en 44 pages coulés en album cartonné». Ensuite, le «roman graphique» entre en scène,

Mangas, une fulgurante ascension¹

Au tournant des années 2000, le manga japonais s'est implanté de manière fulgurante. De nombreux observateurs de la BD européenne francophone classique ont vécu cette irruption comme une «crise». Néanmoins, il n'est pas dit que le mot qualifie correctement la situation nouvelle ainsi créée. Une plus grande production disponible n'est, en effet, pas un problème si le marché s'accroît en proportion: c'est, en partie, ce qui s'est passé, le manga touchant largement une cible nouvelle qui ne consommait pas les albums classiques. L'équation est simple: le produit est très bon marché; il constitue une sorte de retour au feuilleton; les délais d'attente entre deux épisodes sont réduits. Ces trois éléments font des adolescents une excellente cible. En d'autres termes, le manga s'est accompagné d'une segmentation du marché, d'autant que le produit n'a pas réellement servi «d'antichambre»: en règle générale et jusqu'à présent, le lecteur de mangas ne devient pas lecteur de BD classiques, et inversement. Il n'empêche, le manga a bougé des choses dans les circuits de production, et, pour les auteurs, la notion de crise s'impose bel et bien. Car le prix de la planche n'est pas réglementé; les éditeurs payent bien moins cher la planche de manga que la planche traditionnelle, notamment parce que la productivité japonaise est ahurissante: en moyenne, pour une planche/auteur européenne, il se produit 10 planches/auteur japonaises. Certes, la nature des produits est fort différente, mais la pression est, néanmoins, très forte sur les artisans européens. Aujourd'hui, la moitié de la production éditoriale européenne francophone en BD est manga!

Ne pas se tromper: on y trouve aussi des pépites comme «Quartier lointain» de Jiro Taniguchi et «Monster» de Naoki Urasawa et Takashi Nagasaki. ■

1. Encart inspiré de PASAMONIK Didier, «De quoi la crise est-elle le nom?», in Collectif, L'état de la bande dessinée, Les impressions nouvelles- Cité internationale de la bande dessinée et de l'image, 2008.



© REPORTAGE PHOTO & 89

qui permet, désormais, des expressions de qualité littéraire, avec toute la diversité d'investigations et de postures qu'elle autorise: Tardi et Pratt s'engagent les premiers sur cette voie, l'un avec son stupéfiant «Ici Même»-l'histoire des relations d'un aristocrate désargenté avec ses contemporains; l'autre avec sa «Ballade de la mer salée», qui sent bon le souffle de l'épopée aventureuse, lance le personnage de «Corto Maltese».

TENDANCES CONTEMPORAINES

Au tournant des années 2000, une partie de la production s'est orientée vers l'expression sous la forme du reportage, ou de l'autobiographie: un véritable espace existe pour une BD à contenus sociaux et politiques, dont il faut cependant relativiser l'importance au vu de son poids relatif dans l'ensemble de la production.

L'expression en «moi, je...» n'est pas réellement surprenante en des temps de célébration de l'individualisme. Le résultat est partagé: on peut trouver des plaintes nombrilistes d'une affligeante banalité, autant que des récits particulièrement sensibles, qui disent quelque chose de précieux sur notre humaine condition. Le «Persépolis» de Marjane Satrapi est une des œuvres canoniques de ce courant, qui relate, en témoignage autobiographique, la vie d'une iranienne dont l'enfance s'est passée à Téhéran au moment de la chute du Shah et de la révolution islamique, avant de s'exiler en Europe à l'adolescence. Etienne Davodeau produit, quant à lui, des œuvres

La BD, une surproduction

En 1995, tout type de publication (y compris donc les rééditions et les essais) et tout genre confondus (y compris mangas et comics américains), il se publiait 500 livres BD en français par an. Dans les années 2010, le chiffre est monté à plus de 5.000! Du coup, de nombreux produits ne sont tout simplement ni exposés, ni vendus, ni connus, et finissent au pilon. Tandis qu'à l'autre bout de la chaîne, comme dans toutes les industries culturelles, les «blockbusters» renouvellent carton sur carton.

Pour les créateurs, il n'y a pas d'illusion à se faire: pour toute l'Europe francophone, il y a de l'ordre de 1.400 personnes (dessinateurs et scénaristes) qui parviennent à vivre exclusivement de la BD (dont seulement 12% de femmes, ce qui est une autre réalité de cet étrange domaine), et, parmi elles, pour quelques stars, une masse de petits artisans aux revenus planchers¹.

Même chose chez les éditeurs: les uns prospèrent sur les blockbusters; pour nombre d'alternatifs, c'est une autre galère! ■

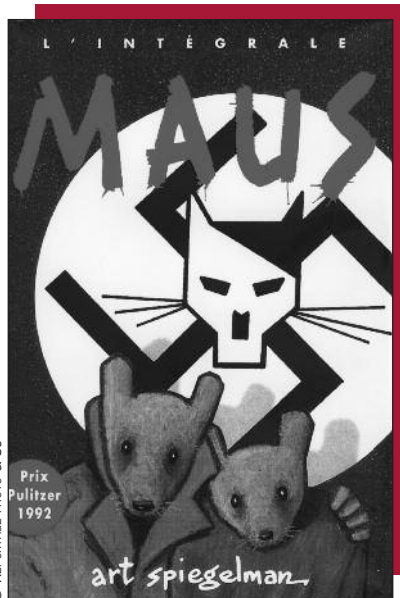
1. Des données chiffrées sont disponibles dans les rapports annuels de Gilles RATIER, secrétaire général de l'ACBD (Association des Critiques et journalistes de Bande Dessinée). Les chiffres repris ici proviennent: www.acbd.fr

de journaliste historiques. Avec «Les mauvaises gens», il raconte l'histoire d'une génération de syndicalistes et jockistes français, à travers la trajectoire de ses parents, jusqu'à l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République en 1981.

UN ART POPULAIRE?

Attention aux clichés! La BD n'est pas aussi «populaire» qu'on croit. Et ce, dans les deux sens du terme. Une enquête française de l'INSEE a conclu à la pratique culturelle secondaire (la BD ne touche qu'un Français sur quatre), pra-

tiquée principalement par les classes les plus éduquées (il faut du capital culturel pour «entrer» dans le domaine), et peinant à séduire les adultes au-dessus de 40 ans⁷. ■



© REPORTAGE PHOTO & 89

1. Une version plus complète de cet article est disponible sur www.ftu.be/ep/publi.html#2016
2. Dupuis, Raymond Leblanc (éditions du Lombard), Charles Dargaud. Avec un contrefeu communiste en France (le magazine «Vaillant»)... aux contenus fort similaires.
3. Hergé n'est l'inventeur de rien, mais l'explorateur de tout ce que ce type de technique ouvre comme possibilité d'expression.
4. ROUYET Robert, «André Franquin n'a pas cessé de nous faire rire», dans *Le Soir*, 6 janvier 1997.
5. ANSAY Pierre, «Bande dessinée. Gaston Lagaffe ou de la résistance», dans *La Revue nouvelle*, n°5, mai 2007 (www.revuenouvelle.be/IMG/pdf/056-061_Ansay.pdf)
6. Charge, en réalité, inconsciente dans l'esprit du Franquin de l'époque, qui cherchait surtout l'effet comique de «l'incongruité» et du «running gag». Ce n'est que plus tard que Franquin assumera de vraies indignations à contenus politiques.
7. Enquête permanente sur les conditions de vie, menée par l'INSEE en 2003. Citée par GUILBERT Xavier, *Vous avez dit populaire?*, In Collectif, *L'état de la bande dessinée*, Les impressions nouvelles-Cité internationale de la bande dessinée et de l'image, 2008.



LA BD, outil de résistance et d'émancipation!

PAR MAXIME DOGOT,
PERMANENT CIEP WALLONIE PICARDE

Dire que Gaston Lagaffe est une icône de la bande dessinée belge revient à enfoncer une porte grande ouverte. Sa paresse, sa nonchalance, sa maladresse, son QI supposé faible, sa dégaine d'adolescent attardé, son col roulé en laine verte trop court, sa Fiat 509 désuète (ou vintage, c'est selon), son inadéquation avec le monde du travail en font un archétype de l'anti-héros un peu manche mais sympathique aux yeux du plus grand nombre.

GASTON LAGAFFE, RÉSISTANT?

Dire que Gaston Lagaffe est un résistant prolétaire et anarchiste nous fait, par contre, quitter le monde naïf des lapalissades. Et de fait, Gaston classe le courrier des Editions Dupuis et participe à l'archivage de manière routinière et répétitive dans une entreprise «stéréotypiquement» animée par l'impératif productiviste. Dans son quotidien professionnel, peu de place est laissée à l'épanouissement personnel et à l'accomplissement de soi.

Et pourtant, comme l'analyse le philosophe Pierre Ansay¹, Gaston n'est ni paresseux ni même inactif. Ses nombreuses inventions sont la preuve d'une créativité débordante et d'un investissement certain. Il emploie son temps de travail et les ressources de son employeur pour ses nombreux bricolages, lesquels profitent parfois au collectif de l'entreprise (machine à classer, toboggans et autres téléphériques). Ces inventions et les gaffes qu'elles génèrent, tournent en dérision la Culture productiviste.

A l'aliénation du travail, le jeune héros de Franquin résiste en humanisant, en poétisant son espace professionnel. Pour P. Ansay, «il vient loger sa revendication d'autonomie et d'épanouissement au sein d'une entreprise qui réclame du vite fait bien fait».

DES BD CONTRE LES DOMINATIONS

Gaston et Franquin, les Jean Moulin et Gabrielle Petit de la bande dessinée? Leur cas est loin d'être isolé: la déroutante petite argentine Mafalda, le promoteur de Jérusalem Guy Delisle, l'anticonformiste Marjane Satrapi, la «souris» d'Art Spiegelman ou encore le prophétiseur François Durpaire... Tous, à travers leurs aventures ou leurs ouvrages en bande dessinée, délivrent un message de résistance contre les trois systèmes de domination de notre société que sont le racisme, le patriarcat et l'ultra-libéralisme. Le lien avec la campagne nationale du Centre d'Information et d'Education Populaire «Semons Des Possibles» apparaît comme évident. En lien avec la résistance aux trois dominations par la Culture, les équipes du CIEP de Wallonie picarde et du PAC (Présence et Action Culturelles) ont collaboré afin de mettre en place un programme de manifestations culturelles entre novembre 2015 et mai 2016. Outre la diffusion du documentaire «He called me Malala» dans le cadre du Festival Ramdam² et une représentation de la pièce de théâtre «Kaiser»³, le CIEP et le PAC Wapi ont élaboré une exposition sur la bande dessinée engagée répondant au nom évocateur de «La BD, outil de résistance». Une collaboration fructueuse a ainsi été menée avec différents acteurs culturels locaux. Ainsi, le PAC a apporté une expertise bédéphile certaine via Léonard Pollet, membre de la famille Casterman, célèbre éditeur tournaisien de Tintin. De

plus, l'exposition «La BD, outil de résistance» fut, pour la première fois, présentée dans le cadre du Festival BD Rumes, le dernier week-end de novembre 2015. Outre les conseils avisés des organisateurs en termes de fond, le fait de greffer l'exposition à un événement déjà solidement implanté dans le paysage des bédéphiles avertis et amateurs a permis de gagner en visibilité et de toucher ainsi un public qui, en plus d'être nombreux, s'est avéré différent de notre public traditionnel.

UN MÉDIA SOUS-ESTIMÉ

«La BD, outil de résistance», ce sont 22 albums sélectionnés pour illustrer la diversité de l'engagement et de la résistance sur planche. La couverture de chaque BD est présentée sous cadre, accompagnée de deux notes explicatives, l'une sur l'auteur, l'autre sur le sujet même de l'album, histoire de contextualiser. Chaque album est ensuite disponible à la lecture afin de permettre aux visiteurs de se plonger dans les différents univers proposés. Certains albums sont des icônes du neuvième Art qu'on ne présente plus à l'instar de «Maus» d'Art Spiegelman, de «Persepolis» de Marjane Satrapi, de «Palestine» de Joe Sacco ou encore «Mafalda» de Quino. D'autres ouvrages sont, quant à eux, moins connus car plus récents, tel «La Présidente» de François Durpaire. Enfin, certaines œuvres se distinguent par un caractère résistant peu soupçonné, *a priori* du moins, comme le «Gaston Lagaffe» de Franquin, déjà évoqué ci-dessus.

La BD est un média sous-estimé, trop souvent considéré comme un art mineur et réduit, par conséquent, à un simple loisir, un divertissement. Sa qualification d'art est même débattue. Pourtant, elle peut, au même titre que toutes les formes d'expressions artistiques, être



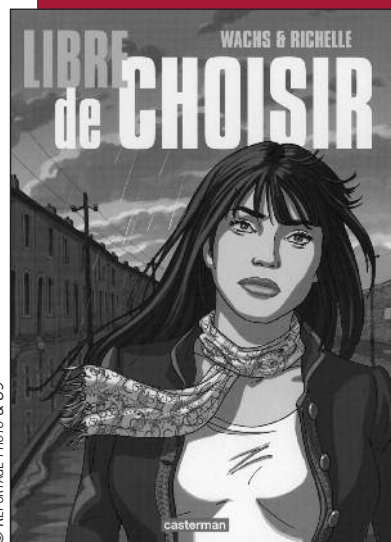
source d'inspiration, de réflexion et d'émancipation des différentes formes de domination. Ses caractères populaire et ludique en font même une formidable arme de vulgarisation et de sensibilisation. Ainsi, «La BD, outil de résistance» aborde des thématiques aussi délicates que variées: le nazisme et la Shoah, l'esclavagisme, la colonisation, le capitalisme, le conflit israélo-palestinien, l'intégrisme religieux, la pollution et la politique environnementale, la doctrine Monroe et la Guerre en Irak, la manipulation par les médias, les droits et les conditions des femmes, la menace frontiste en France,...

POINT DE DÉPART VERS L'ÉMANCIPATION

En filigrane, sont lisibles les trois dominations raciste, capitaliste et patriarcale. Les ouvrages présentés dans l'exposition sont des portes d'entrée vers les différentes thématiques précitées et le point de départ de la résistance et de l'émancipation aux dominations. Apporter un point de vue différent des systèmes de

pensée dominants permet aux lecteurs de développer leur sens critique par rapport aux réalités de la société et d'accroître leur autonomie de pensée. Il s'agit d'une étape importante dans la construction identitaire du lecteur.

Quand les œuvres «L'Élu» de Frédéric Le noir ou «Une histoire populaire de l'empire américain» d'Howard Zinn mettent en lumière les intérêts purement économiques des Etats-Unis comme étant le principal moteur de leur politique internationale interventionniste et guerrière, elles offrent aux lecteurs une vision différente de celles véhiculées par les blockbusters d'Hollywood. Elles remettent en question une réalité face à laquelle le citoyen peut se sentir impuissant ou résigné dans le but de susciter une réaction de résistance: non, il n'est pas acceptable de s'en aller détruire un pays et de remettre en cause l'équilibre géopolitique de toute une région dans le but de remplir le réservoir d'un 4x4 Hummer consommant 22 litres aux 100km.



© REPORTAGE PHOTO & 89
casterman

VULGARISER, DÉCONSTRUIRE, TRANSFORMER

Certaines bandes dessinées sont des petits bijoux de vulgarisation qui facilitent la compréhension de concepts abstraits. Ainsi, «Le capital» de Karl Marx adapté en manga par le Studio Variety Artworks réalise la prouesse de rendre abordable et ludique un classique indigeste de la littérature philosophico-économique. Le système capitaliste expliqué en dessin au moyen d'une fiction. Ce manga en deux tomes offre des clés de compréhension importantes et permet aux lecteurs de faciliter sa prise de position. L'exposition «La BD, outil de résistance» n'est pas un processus d'éducation permanente complet. Elle a été faite «pour» le public et non pas «par» le public. En outre, la dimension collective fait défaut. Mais les ouvrages présentés ont en commun de lever le voile sur certaines réalités et apprennent aux lecteurs à regarder le monde d'une nouvelle façon. Non, Gaston Lagaffe n'est pas paresseux. Il utilise son énergie à d'autres fins que celles imposées par son entreprise. L'exposition met en lumière les rapports de force et de pouvoir qui légitiment la domination d'un groupe social sur un autre, que ces rapports soient basés sur le racisme, le sexisme ou le capitalisme. Le but? Déconstruire cette légitimation faussement naturelle afin d'enclencher une transformation sociale par et pour le citoyen. ■

«La BD, outil de résistance», exposition itinérante

Après avoir essaimé à travers le Hainaut occidental, cette exposition a posé ses planches à Mons du 21 au 24 septembre 2016 dans le cadre du projet «Sous influences? Petit guide de survie en territoire médiatique» du Ciep Hainaut Centre.

Ensuite, avant de revenir en terre picarde, elle sera à la Bibliothèque publique de Mouscron, du 3 au 21 février 2017.

Intéressé-e?

L'exposition est gracieusement louable moyennant une caution de 100 euros. Elle se compose de 25 cadres contenant les couvertures d'albums, les 24 bandes dessinées ainsi que les fiches explicatives sur les auteurs et les albums.

Il est également envisageable de proposer, en marge de l'exposition, la conférence de Sabrina Messing (doctorante en littérature de jeunesse à l'Université de Lille 3 et membre du GRIT (Groupe de recherche sur l'image et le texte) de l'UCL) sur «Le rire de résistance au capitalisme chez Gaston Lagaffe et au patriarcat chez Mafalda».

CONTACT: MAXIME DOGOT
TÉL.: 069/88.07.74 - GSM: 0471/12.43.42
MAIL: MAXIME.DOGOT@CIEP-HO.BE



1. ANSAY Pierre, «Gaston Lagaffe ou de la résistance», dans *La revue nouvelle*, mai 2007, 5, p. 56-61.
2. Festival du film qui dérange
3. La pièce «Kaiser» d'Alexis Ragougneau a été interprétée par les Universités populaires du Théâtre.



Un dessinateur pas comme les autres

PAR FRANCE HUART,
CIEP COMMUNAUTAIRE

**LOUIS THEILLIER
EST UN DESSINATEUR DE BD
PAS TOUT À FAIT COMME
LES AUTRES.
RENCONTRE.**

Tout a commencé en janvier 2011 alors que Louis Theillier travaille comme ouvrier intérimaire chez Johnson Matthey. Cette multinationale annonce alors la fermeture de son site bruxellois et le licenciement des 300 travailleurs. Alors que la société est bénéficiaire, les dirigeants préfèrent délocaliser. De formation artistique, Louis cherche alors «un moyen original et attractif pour faire entendre médiatiquement» leurs revendications: il se lance, armé de son bic, dans la réalisation d'un journal de bord du conflit social. Soutenu par ses compagnons, il relate, quotidiennement, pendant cinq mois, les actions de blocage des travailleurs, les assemblées et les négociations. Ce travail d'«observateur actif» prend très vite la forme d'un blog BD¹. Ensuite, une édition est distribuée gratuitement toutes les trois semaines aux travailleurs et aux médias. L'objectif:

«faire pression sur les négociations pour aboutir à un plan social». Avec son regard critique et une certaine prise

de distance, il utilise son travail graphique pour dénoncer les injustices, faire parler les ouvriers victimes ici encore du système capitaliste et «de la loi du marché mondialisé» et pour «rendre compte en interne de l'humanité cachée derrière les chiffres». En 2014, les Editions Futuropolis sortent «**Johnson M'a tuer. Journal de bord d'une usine qui coule**».

Après cette première expérience de BD engagée, Louis se lance dans un travail créatif de cinq mois avec le Collectif des Travailleurs Sans Emploi du Cépré à l'initiative du PAC de La Louvière. Sa volonté est notamment de «vérifier sur le terrain la véracité du discours dominant porté par les médias, qui stigmatise les plus faibles». Puisque les médias ne leur donnent pas la parole ou l'instrumentalisent, il ressent «la nécessité de créer son propre média pour leur donner la parole»: il développe alors «un espace d'expression démocratique constitué de réflexion et de prise de parole, d'apprentissage de techniques de dessin et de narration basé sur des récits de vie des participants». Emerge un projet de BD collective dans une dynamique d'éducation permanente «qui sera pensé à la base par ceux qui vivent la crise et l'exclusion», un «travail d'auto-analyse citoyenne»: «les participants se sont rassemblés autour de l'envie de construire ensemble un outil artistique et militant» pour «exprimer la violence de leur situation, revendiquer leurs droits, affirmer leur richesse intérieure malgré leur précarisation et ainsi retrouver leur dignité de citoyen».

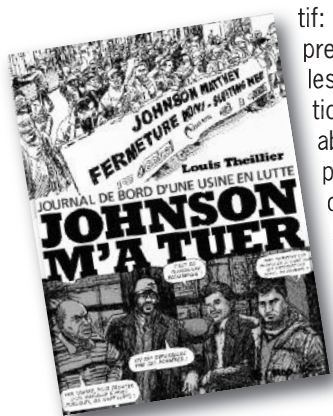
**BANDE DE
MANDAÏS!**

«**Bande de Mandaïs!**» sort cet automne; «les préjugés y sont soumis à rude épreuve, non sans humour!».

Le cœur du dernier projet de BD reportage de Louis est la campagne des Jeunes CSC sur les allocations d'insertion «**L'avenir est à nous**». A leur demande, il va accompagner sur le terrain l'équipe des permanents pendant trois mois et il va découvrir leur travail de mobilisation, les réunions, les rencontres politiques:

toute cette observation a nourri la réalisation de la BD «L'avenir est à nous». L'objectif poursuivi est d'être un outil d'information et de sensibilisation. Lancée officiellement lors du Green Trip du 2 octobre, la BD sera accompagnée d'une exposition de planches originales, qui pourra tourner dans différents lieux.

Louis Theillier fait aussi partie des fondateurs de *Médor*, ce nouveau trimestriel d'enquêtes et de récits, où il prend régulièrement la plume, avec la double casquette d'illustrateur et de reporter. Pour lui, «les potentialités du 9^e art restent encore trop sous-estimées. C'est l'art du pauvre par excellence. Ce moyen d'expression est particulièrement attractif et grand public, et il permet de plonger le lecteur au plus proche des personnages, dans des situations complexes. Le dessin est beaucoup moins intrusif que la photo ou la vidéo, on est dans l'émotionnel, l'empathie et dans l'humain». Les journalistes de *Médor* ont bien compris l'intérêt de recourir au support BD pour toucher plus de lecteurs: «c'est un moyen plus léger de faire passer un message». C'est pourquoi chaque numéro propose un reportage BD. Ils font appel soit à un journaliste qui a enquêté sur un sujet et qui travaillera en parallèle avec un illustrateur, soit un dessinateur leur propose un thème de BD qui est alors accompagné par un travail journalistique. ■



1. <http://johnsonmatuer.blogspot.be/>



Pensions: **STOP** aux contre-vérités!

Dès ce 12 septembre, le Mouvement ouvrier chrétien (MOC) lance un plan d'actions, destiné à convaincre le Gouvernement fédéral, les responsables politiques et les citoyens, de la nécessité d'avoir un large débat public sur les pensions afin, notamment, de proposer une alternative aux mesures prises et envisagées par

le ministre des Pensions Daniel Bacquelaine.

En mai dernier, une position avait été avilisée par les 5 organisations (CSC, Mutualités chrétiennes, Equipes populaires, Vie féminine et JOC) et les 9 fédérations régionales du MOC. Elle comprend des revendications précises qui concernent l'amélioration des pensions

actuelles et futures; la réduction des inégalités entre hommes et femmes; le refus du recul de l'âge légal de la pension et la diminution de la durée de la carrière complète; une révision des conditions de la retraite anticipée, un meilleur aménagement des fins de carrière; l'opposition à la pension à points;...

Notre démarche consiste ici, avec une série de cinq tracts, à dénoncer les contre-vérités qui ne cessent d'être partagées, depuis des années, par les différents gouvernements successifs. Très concrètement, il s'agit, notamment, d'affirmer haut et fort que notre système de pensions est bel et bien financable! Le MOC appelle ainsi les responsables politiques à ne pas envisager les pensions (et la sécurité sociale) comme une variable d'ajustement budgétaire, mais plutôt à élargir les sources de recettes. Le MOC les encourage donc à œuvrer davantage à un développement économique plus dynamique et, surtout, à une meilleure répartition, c'est-à-dire à une fiscalité où chaque individu et chaque entreprise contribuent selon leurs moyens, de façon plus équitable. Cela passe notamment par une lutte renforcée contre la fraude et l'évasion fiscale. Financer notre système de pensions passe aussi par une restructuration des réductions de cotisations patronales actuelles afin de les rendre plus efficaces pour l'emploi. Ce changement progressif, mais radical, est tout à fait en mesure de répondre au défi budgétaire des pensions, tout en améliorant, d'une part, le montant des pensions (qui est particulièrement bas en Belgique) et, d'autre part, la politique des fins de carrière.

Pensions: STOP aux contre-vérités!

La réforme des pensions bénéficiera aux femmes. **FAUX!**

Les pensions complémentaires, c'est l'avenir. **FAUX!**

Notre système de pensions n'est pas financable! **FAUX!**

Puisque l'on vit plus longtemps, il faut travailler plus longtemps. **FAUX!**

Nos pensions sont stop allévéés! **FAUX!**

Logos: CSC, MOC, Vie féminine, Equipes populaires, JOC, CIEP.

10

Il est absolument faux d'affirmer que notre système de pensions n'est pas financable !

- D'ici 2040, la richesse du pays devrait encore augmenter de 45%.
- Notre société est totalement capable d'assumer le vieillissement de la population.
- Le financement de notre système de pensions résulte de choix politiques.

Pour financer notre système de pensions, le MOC propose :

- une juste contribution de l'ensemble des revenus ;
- une lutte renforcée contre la fraude et l'évasion fiscales ;
- une politique volontariste de création d'emplois via, par exemple, une réduction collective du temps de travail.

LE CHIFFRE

20 LA FRAUDE FISCALE, C'EST AU MOINS 20 MILLIARDS D'EUROS PAR AN, SOIT 5% DU PIB !

POUR EN SAVOIR PLUS : WWW.CIEP.BE

Concrètement

A partir de la mi septembre et durant les prochaines semaines, les différentes organisations et fédérations du MOC interpellent les responsables politiques de tous les partis, organiseront des débats ou distribueront des tracts afin de conscientiser de la nécessité d'une politique plus ambitieuse et plus juste au niveau des pensions. Une politique qui restaure la confiance dans l'avenir des pensions de sécurité sociale. ■



Défendre la protection sociale à coups de crayons

PAR STÉPHANIE BAUDOT,
PERMANENTE CIEP COMMUNAUTAIRE



« Comment défendre au mieux la protection sociale comme le-
vier de solidarité et de développement, ici et partout dans le monde? » Cette question a réuni de nombreux acteurs, militants et défenseurs de la protection sociale lors de la Journée des Possibles, organisée en mars dernier par Solidarité Mondiale, le CIEP, la CSC, la Mutualité chrétienne, Altéo, Enéo, et les Equipes Populaires. Une série d'ateliers thématiques¹ ont été l'occasion de questionnements et d'échanges sur les enjeux et défis de la protection sociale au Nord et au Sud.

Armé de crayons de couleurs, le dessinateur Yakana en a tiré la substance dans une panoplie de caricatures au ton humoristique et engagé. Le CIEP et Solidarité Mondiale, partenaires de la Campagne « Protection sociale pour tous », en reprennent quelques-unes pour illustrer des cartes postales dont la vocation est de rappeler au grand public la nécessité d'une protection sociale universelle issue de la solidarité entre toutes et tous.

Concrètement, les six cartes postales mettent l'accent sur plusieurs combats importants à défendre au Nord comme au Sud:

DESSIN D'HUMEUR, DESSIN D'HUMOUR

Inspirées des échanges entre participants, les caricatures racontent, par l'intermédiaire du regard du dessinateur, une vision collective et solidaire de la protection sociale et mettent en lumière les défis actuels pour la mise en place et la consolidation d'une protection sociale forte partout dans le monde. Elles offrent

une vision du monde synthétique, cinglante et engagée qui invite le lecteur à réfléchir, à prendre du recul, à se remettre en question et à se positionner. En un trait, elles proposent ainsi un regard critique sur la société avec l'intention « de faire rire (ou sourire), de faire réagir ou de déranger, d'éveiller l'esprit critique des lecteurs, de faire débat »². Par ce biais, elles représentent un outil pédagogique pertinent pour amener la réflexion sur l'enjeu crucial de la protection sociale.

DES CARTES PORTEUSES D'IDÉAL

Envoyer et recevoir une carte postale est toujours un plaisir partagé par l'expéditeur et le destinataire. C'est un mode de communication basé sur le lien social. On écrit une carte pour donner de ses nouvelles, mettre quelqu'un à l'honneur, exprimer à l'autre son importance... Utiliser ce mode de communication pour transmettre un message qui vise à défendre la protection sociale, c'est en quelque sorte dire: la protection sociale nous rassemble, nous relie les uns aux autres, pour moi, elle représente un enjeu important que j'ai envie de partager avec toi...

Concrètement, les six cartes postales mettent l'accent sur plusieurs combats importants à défendre au Nord comme au Sud:

• L'universalité du droit à la protection sociale

Bien qu'inscrit dans la Déclaration des Droits de l'Homme, ce droit est loin d'être acquis partout. Pour 73 % de la population mondiale, la protection sociale n'existe pas ou est insuffisante.

• L'accès égalitaire des hommes et des femmes à la protection sociale

Les besoins spécifiques des femmes (congé de maternité, complément de re-

venus pour les temps partiels, santé maternelle...) ne sont pas pris en considération par une majorité des systèmes de protection sociale. Un exemple éloquent: seulement 28% de femmes travailleuses dans le monde bénéficient des indemnités de maternité.

• La protection sociale comme garantie d'un « bien vieillir »

Le vieillissement de la population mondiale est une victoire du développement, mais aussi un sacré enjeu, quand on sait que près de la moitié des personnes ayant l'âge de la pension légale n'y a pas accès.

• La réduction des inégalités sociales grâce à la protection sociale

En Belgique, 15 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté mais sans notre système de protection sociale, ce pourcentage s'élèverait à 40 %. Dans le même ordre, la crise économique que nous avons connue en 2008 nous a montré que les pays (dont la Belgique) qui avaient fait le choix d'investir dans des plans de relance en consacrant une partie importante à la protection sociale, ont mieux résisté aux effets de la crise et ont pu ainsi restaurer leur équilibre économique.

• L'accès des migrants à la protection sociale

Dans le climat actuel de suspicion à l'égard des migrants auquel contribuent largement les discours politiques, nous devons faire valoir une autre opinion: celle qui est fondée sur le respect de la dignité humaine en mettant en valeur l'accueil, l'ouverture et l'égalité des droits humains, y compris celui d'avoir accès pour des migrants à la protection sociale dans le pays d'accueil.

• Le financement de la protection sociale par une fiscalité juste

1000 milliards d'euros est le montant de la perte de revenus potentiels qu'engendrent, chaque année, la fraude et l'évasion fiscale dans l'Union européenne. En récupérant cet argent volé, les Etats pourraient orienter leurs politiques autrement que vers l'austérité.

Ces quelques chiffres

et thématiques témoignent de l'ampleur de la tâche, principalement dans les pays dépourvus



de système efficace de protection sociale, et de la nécessité de développer des actions de solidarité avec ces pays. Mais, chez nous aussi, un travail de sensibilisation et de mobilisation doit se mettre en place pour défendre et consolider notre propre système de sécurité sociale réputé performant mais de plus en plus mis à mal par les choix politiques actuels (allongement du temps de travail, réduction des droits aux allocations d'insertion, pertes des allocations complémentaires pour les travailleurs à temps partiel,...). Ici et partout dans le monde, défendons l'importance de la protection sociale tout au long de la vie!



Protection sociale: qu'elle soit mondiale!

PAR LAURA PLUMET,
STAGIAIRE EN JOURNALISME IHECS

Comme chaque année, à l'occasion de la semaine sociale du MOC, la revue Politique sort un numéro Hors série pour revenir sur les débats abordés. En avril 2015, lors de la 93e édition, le thème central était «La protection sociale qu'elle soit mondiale!».

En Belgique, la protection sociale fait partie de notre quotidien, pratiquement tout le monde en bénéficie. Dans les pays du Sud, seulement une minorité de la population y a accès. Bien qu'elle soit un droit universel, inscrit dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, seulement 27 % de la population mondiale y a effectivement accès.

PETITE HISTOIRE

Née dans les années 1940 en Europe, elle est très vite intégrée au salariat et permet des progrès sociaux incroyables: quasi-plein emploi, assurance, pension de retraite, la possibilité d'être soigné. Mais son extension s'est arrêtée aux pays du nord, qui ont profité de la révolution industrielle et ont pu développer leur économie au-delà des matières premières. On constate d'ores et déjà une fracture entre le Nord et le Sud. Considérée comme un frein à la croissance économique par les néo-libéraux, elle entre dans la logique de marché dans les années 70.

En réalité, la protection sociale n'est pas une entrave à la compétitivité, mais bien un facteur de développement économique, comme le démontre certains chercheurs. Elle constitue une solution

structurelle à la pauvreté et peut réduire les inégalités dans le monde. En effet, «elle vise à assurer à chaque être humain un revenu suffisant et l'accès à des services de base de qualité tout au long de la vie pour qu'il puisse faire face aux risques et événements de la vie». De plus, étendre la couverture permet de soutenir la demande et donc minimiser la crise. Ce n'est pas pour rien que, dans les pays à couverture sociale élevée, la crise ait été moins ressentie par la population. Elle joue également un rôle dans la lutte contre le travail des enfants puisqu'elle réduit la vulnérabilité des parents et permet aux enfants d'aller à l'école. C'est pourquoi le MOC en a fait son cheval de bataille. Conjointement avec le CIEP du MOC, Solidarité Mondiale a décidé de lancer la campagne «Protection sociale pour tous» dans le but de faire pression sur les politiques pour améliorer les décisions concernant la protection sociale.

Malgré que les pays du Sud soient en retard sur les pays du Nord, quelques initiatives ont émergé dans certains pays comme au Brésil, Mexique ou encore au

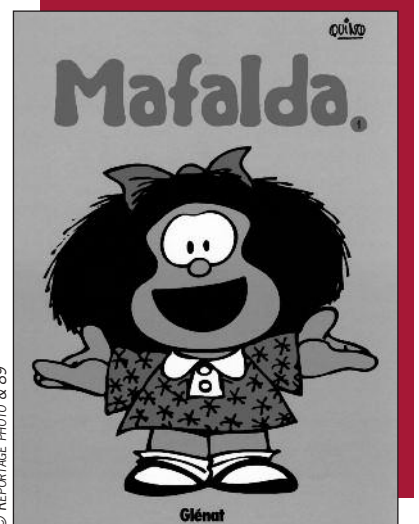
PASSEZ À L'ACTION

Vous pouvez apporter votre soutien à la campagne «Protection sociale pour tous» en:

- envoyant les cartes postales à vos proches, vos amis, votre entourage;
- diffusant les cartes postales dans vos lieux de militance, de formation, d'engagement;
- prenant une photo de vous et/ou de votre groupe/famille avec la carte postale et la poster sur le site www.protectionsociale.be
- incitant un maximum de monde à nous rejoindre sur le site Internet www.protectionsociale.be

VOUS SOUHAITEZ COMMANDER DES CARTES POSTALES AU SECRÉTARIAT DU CIEP AU 02/246.38.41. LA COMMANDE PEUT AUSSI ÊTRE PASSÉE PAR MAIL À JENNIFER.VANDRIESSCHE@SOLMOND.BE OU VIA WWW.SOLMOND.BE ET WWW.CIEP.BE

1. Les thèmes des ateliers étaient «Favoriser les échanges avec les États-Unis, c'est bon pour notre protection sociale?», «Le revenu 'universel', une porte vers la protection sociale pour tous?», «Quel rôle pour les mutuelles dans l'atteinte de la couverture universelle en santé?», «Femmes et protection sociale: des attentes spécifiques, une attention spécifique?», «Quelles alternatives innovantes pour l'accès à la protection sociale dans une économie émergente comme le Brésil?», «Bien vieillir, un défi mondial».
2. www.reseau-canope.fr/je-dessine/la-caricature-et-le-dessin-de-presse.html



© REPORTAGE PHOTO & 89



Pakistan. Les pays d'Afrique, quant à eux, éprouvent plus de mal à mettre la protection sociale en place. C'est notamment dû au fait que la majeure partie des fonds vient de donateurs qui transitent par des ONG. L'objectif ultime étant que l'État reprenne la main, mais les programmes mis en place sont souvent trop ciblés.

AIDER LE SUD PAR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Chaque pays est différent, donc, pour qu'un système de protection sociale fonctionne, il ne suffit de transposer un système existant, il doit être adapté aux réalités locales. C'est pourquoi, en septembre 2015, l'assemblée des Nations Unies a proclamé les «Objectifs du millénaire», qui avaient pour projet de réduire la pauvreté extrême. L'objectif étant de généraliser la protection sociale d'ici 2030, en y intégrant la réduction des inégalités au sein même des pays, mais aussi entre les pays. La réduction de ces inégalités entraînerait la réduction de la pauvreté. Malgré la bonne volonté de sa mise en place, certains obstacles persistent: le secteur informel est majoritaire, le coût de l'aide au vu des besoins considérables, la difficulté de faire face aux catastrophes naturelles (surtout pour les pays à dominance agricole) et la peur de ne plus être concurrentiel si l'on adopte des législations sur le salaire minimum ou une protection sociale renforcée. Les ressources nationales doivent être la source principale de financement des socles de la protection sociale. Cependant, les États plus faibles économiquement et fiscalement peuvent solliciter la coopération internationale afin de soutenir leurs propres ef-

forts. Deux propositions de financements en sont ressorties: la création d'un fonds mondial de la protection sociale et l'établissement de normes sociales. En créant un fonds mondial de la protection sociale, les pays riches s'engagent sur plusieurs années et les pays aidés s'engagent à progressivement reprendre le relais. Complété par un mécanisme de réassurance pour permettre aux pays qui le souhaitent d'avancer sans devoir craindre que le système ne soit pas financable. Au niveau des normes sociales, les pays qui veulent avoir accès au marché européen, doivent respecter des conventions dans les domaines liés au travail décent (ex: droits de l'Homme,

des droits du travail, de l'environnement, de la bonne gouvernance, de la lutte contre le trafic de drogue). Alors, ils auront accès à des avantages.

Exemples, arguments, et solutions, le numéro *Hors série de Politique* sur la protection sociale regorge d'informations et d'analyses réflexives. Quelques mois après la journée des possibles, journée de relance de la campagne «Protection sociale pour tous», cette publication nous rappelle les raisons de notre mobilisation. La protection sociale reste un projet d'avenir qui donne accès à des conditions de vie décentes accessibles à tout un chacun. ■

Une heure de salaire solidaire!

1 HEURE DE SALAIRE EN BELGIQUE, C'EST...

- une journée de formation pour 15 jeunes au Pérou.
- 15 jours d'approvisionnement en eau potable pour une famille en Ethiopie.
- 2 jours de salaire pour un permanent syndical au Cambodge.
- un traitement de 10 jours contre la malaria pour un membre d'une mutuelle de santé en RDCongo.
- sortir de la domesticité et trouver un emploi décent pour une femme en Inde.
- l'achat collectif de semences pour une communauté rurale au Guatemala.

Donner une heure de son salaire par mois, c'est contribuer chaque mois à la solidarité entre les travailleurs-ses et mener un combat permanent contre les injustices sociales dans le monde.

Dans beaucoup de pays dits du Sud, le salaire perçu suffit à peine à satisfaire les besoins les plus élémentaires des travailleurs. Et même si cette pression vers la baisse des petits salaires s'exerce de plus en plus, y compris dans les pays du Nord, les écarts restent encore très criants entre les deux hémisphères. Sans oublier qu'ici comme là-bas, les travailleurs sont souvent logés à la même enseigne, tous exploités, et que le combat pour des salaires dignes doit être le même partout. Pour qu'on cesse d'opposer les travailleurs entre eux, la solidarité est donc nécessaire dans les combats sociaux à mener.

Voilà à quoi s'attèle Solidarité Mondiale avec la campagne «1 heure de salaire solidaire» (anciennement «1 heure de salaire pour le Sud»). Pour inviter tout un chacun à poser un geste concret, en faveur de la solidarité envers les moins nantis et pour contribuer à atténuer un tant soit peu les inégalités sociales, soutenez l'action de nos partenaires du Sud en versant l'équivalent d'une heure de salaire (soit 10,00 €) par mois.

COMMENT?

IL VOUS SUFFIT DE FAIRE UN VERSEMENT SUR LE COMPTE DE SOLIDARITE MONDIALE - 799-5500000-05 AVEC LA COMMUNICATION SUIVANTE: 1H/SAL2016. TOUT DON DE 30,00 € ET PLUS (ANNUEL) DONNE DROIT A L'EXONERATION FISCALE.

POUR EN SAVOIR PLUS, VOIR LA VIDÉO POSTÉE SUR WWW.YOUTUBE.COM/WATCH?V=VcWhHTFo2RO - WWW.SOLMOND.BE

Nos intimités s'explodent

Depuis 2009, Vie Féminine organise, avec le soutien de la Fédération Wallonie Bruxelles (FWB), une série d'ateliers créatifs originaux, avec des femmes de milieux populaires, autour du concept de «créativité féministe». Etroitement liée à la méthode d'Education permanente féministe, la créativité féministe est un outil de résistance et d'émancipation individuelle et collective par et pour les femmes¹. En partant des vécus, des expériences et des aspirations des femmes et en s'appuyant sur une démarche créative et collective, nous révélons de l'émotion et libérons la parole autrement qu'à travers des mots, en jouant sur le symbolique et l'implicite. C'est l'occasion de dénoncer les inégalités vécues par les femmes et d'oser la subversion par rapport aux modèles dominants pour imaginer d'autres possibles. En favorisant la collaboration avec des artistes professionnelles, ces ateliers revêtent aussi une dimension particulière, permettant à la fois de faciliter l'approche du monde artistique et

culturel mais aussi d'en être partie prenante à travers le dévoilement de notre créativité aux regards extérieurs. Durant cette année, Vie Féminine a organisé, dans différentes régions, des ateliers de créativité féministe autour du thème: les intimités de femmes. Une journée est prévue pour visibiliser et partager ces réalisations de créativité féministe, tout en ouvrant des perspectives constructives.

LES INTIMITÉS DE FEMMES: POURQUOI?

A travers les activités de Vie Féminine, les femmes se livrent régulièrement sur leurs intimités. Parfois spontanément, parfois à l'occasion d'un thème abordé ou de réalités partagées, elles dévoilent une partie de leur vie pour se décharger, partager des émotions ou des expériences, tisser des liens, se sentir moins seules, plus fortes. Cela peut aller jusqu'à la construction d'une conscience et d'une parole collectives qui s'avèrent souvent bousculantes, libératrices et renforçantes.

Les intimités de femmes sont multiples. Ce qu'on garde pour soi par pudeur, respect, peur, envie ou pour toute autre raison mais aussi ce qu'on partage avec d'autres dans les relations familiales, amicales,... Ces intimités constituent une sphère particulière, dont les frontières sont propres aux identités et aux histoires de chacune, entre la mise en relation avec d'autres et le rapport à soi. Mais le point commun de ces intimités féminines est de refléter les rôles et identités socialement construites autour du

genre féminin, les inégalités et discriminations liées au genre, les multiples pressions de la société mais aussi les aspirations à vivre et construire autre chose. Dans tous les domaines, les intimités de femmes ont donc des choses à dire sur qui nous sommes, sur ce que nous vivons, sur nos manières de résister et ce à quoi nous rêvons en tant que femmes. Dans une démarche d'éducation permanente aborder les identités de femmes par le biais de la créativité féministe peut être porteur à la fois d'émancipation et d'un message politique pertinent et innovant pour mettre à jour des réalités peu connues, dévalorisées ou niées, pour dénoncer et déconstruire des rapports de pouvoirs opprimants ainsi que pour inventer une nouvelle société, émancipatrice, solidaire et heureuse. ■

1. Voir, à ce propos, la fiche pédagogique de VOYEUX Manon et HUART France, «L'empowerment pour analyser le pouvoir d'agir», dans *L'Esperluette*, n°84, Avril-Juin 2015, réalisée à partir du mémoire de Manon Voyeux, animatrice Vie féminine Namur sur les ateliers de créativité féministe (www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagogEsperluette/F.Ped.Esper84.pdf)

INFOS PRATIQUES:
DATE: 10 DÉCEMBRE 2016
LIEU: MAISON FOLIE DE MONS RUE DES ARBALES-TRIERS, 8 7000 MONS
PROGRAMME:
 MATINÉE: DÉCOUVERTE DE TECHNIQUES CRÉATIVES À TRAVERS DES ATELIERS RÉSERVÉS AUX FEMMES
 APRÈS-MIDI: OUVERT À TOUT PUBLIC DÈS 13H; DÉCOUVERTE DES CRÉATIONS DES ATELIERS RÉGIONAUX DANS UNE MISE EN SCÈNE ORIGINALE ET INTERACTIVE
INFOS ET INSCRIPTIONS: VIE FÉMININE
 CÉLINE CAUDRON - RUE DE LA POSTE, 111 - 1030 BRUXELLES - TÉL.: 02/227.13.11
 MAIL: COORDINATRICE-NATIONALE-CC@VIEFEMININE.BE

Fonds de garantie locative wallon, une avancée nécessaire mais pas suffisante

Début juin, le Gouvernement wallon approuvait la création d'un Fonds régional des garanties locatives qui centralise l'ensemble des garanties locatives relatives aux baux privés signés. Pour le MOC, cette création est une avancée significative dans la concrétisation du droit au logement pour tous-tes les locataires. Il s'agit d'une victoire pour le secteur associatif actif dans le secteur du logement et des droits sociaux, qui réclamait, depuis des années, un dispositif unique, non discriminant et permettant, si nécessaire, de constituer progressivement le montant de la garantie locative. Concrètement, dès l'application du nouveau système, chaque Wallon-ne locataire, à qui il est demandé une garantie, passera par un Fonds centralisé. Ce caractère obligatoire simplifie le dispositif, assure une solidarité et limite l'usage de systèmes parallèles. La garantie déposée est limitée à deux mois dans tous les cas. Elle sera «portable» c'est-à-dire qu'elle suit le locataire au fil de ses locations, sans devoir être, à chaque fois,

déboursée. Et, sous certaines conditions de revenus ou pour de «justes motifs», il sera possible de la constituer auprès du Fonds en plusieurs mensualités.

UN BÉMOL TOUTEFOIS

Dans un contexte européen d'obligation de concurrence et d'austérité imposées aux budgets publics, le Gouvernement wallon a préféré ne pas relever le défi d'un Fonds public, non seulement obligatoire mais aussi véritablement universel. Ce caractère universel est compromis par la possibilité de recourir à d'autres produits assurantiels qui feront concurrence au Fonds.

Pour le MOC, un tel Fonds devrait être accueilli au sein d'un organisme public, comme la Société wallonne de crédit social, au lieu d'être confié à un prestataire privé. Il faudra, en outre, veiller à ce que soit établie une gestion paritaire du Fonds (représentants des bailleurs, des locataires, de la Région wallonne). Enfin, le MOC souhaite interpellier les mandataires politiques bruxellois. La Région de Bruxelles-Capitale compte, en effet, une majorité de locataires... mais la création d'un Fonds centralisé des garanties locatives pour tous se fait encore attendre. L'opportunité est belle de s'inspirer du modèle wallon pour, là aussi, faire un grand pas en avant dans le droit au logement pour les locataires. ■

QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DE LA REVUE *L'ESPERLUETTE*

LECTURE

1. Vous lisez *L'Esperluette* depuis... moins d'un an entre 1 et 4 ans plus de 5 ans

2. Dans *L'Esperluette*, vous lisez...

souvent un seul article une rubrique (laquelle ?) le dossier d'Analyses thématiques tous les articles

3. Quelles rubriques ne lisez-vous jamais ?

Le dossier d'Analyses thématiques Mouvement en campagne La vie de l'ISCO En régions
 En Bref Agenda La Fiche pédagogique

4. Le choix des sujets du dossier d'Analyses thématiques est ...

très intéressant intéressant peu intéressant pas du tout intéressant

5. Le traitement des sujets est...

très intéressant intéressant peu intéressant pas du tout intéressant

6. Le style des articles est...

très agréable à lire agréable à lire peu agréable à lire pas du tout agréable à lire

7. Selon vous, les articles de *L'Esperluette* sont...

très accessibles suffisamment accessibles pas du tout accessibles

8. Vous lisez la « Fiche pédagogique »...

à chaque fois une fois ou deux par an rarement jamais quand j'en ai besoin

9. Avez-vous déjà utilisé une des fiches pédagogiques publiées ? OUI NON

Si oui dans quel cadre :

10. Selon vous, manque-t-il des rubriques dans *L'Esperluette* ? OUI NON

Si oui, laquelle (ou lesquelles ?)

11. Quelles sont les thématiques qui vous intéressent le plus dans *L'Esperluette* ? (Plusieurs choix possibles)

En lien avec les droits culturels En lien avec la formation En lien avec l'action et l'action collective
 En lien avec des questions sociales (socioéconomiques, sociopolitiques)

12. Selon vous, quelles thématiques devraient être traitées en priorité dans *L'Esperluette* ?

(mettez un numéro de 1 à 5 par ordre d'importance)

Social Société Economie Santé Politique belge Environnement
 International Culture Formation

13. Vous trouvez qu'il y a trop suffisamment pas assez d'interviews dans *L'Esperluette*

14. Vous trouvez qu'il y a trop suffisamment pas assez d'articles dans *L'Esperluette*

15. Vous trouvez que les articles dans *L'Esperluette* sont... trop longs de bonne longueur trop courts



16. Les articles de *L'Esperluette* sont utiles pour.... (Plusieurs choix possibles)

- votre culture générale votre engagement militant préparer une animation ou une formation
 construire un avis critique sur une thématique

Autres :

17. Certains articles ont fait évoluer votre opinion sur le sujet abordé Oui Non

Si oui Lesquels ?

Mise en page

18. La mise en page de *L'Esperluette* est...

- agréable satisfaisante ni agréable ni désagréable désagréable très désagréable

19. La taille de la police est... trop grande ni trop petite ni trop grande trop petite beaucoup trop petite

20. Le nombre d'illustrations est... excessif suffisant insuffisant pas d'avis

21. Les illustrations sont... appropriées pas du tout appropriées pas d'avis

Support

22. Vous préférez recevoir *L'Esperluette* en format papier au format électronique (PDF) les deux

Site Internet

23. Vous vous rendez sur le site www.ciep.be au moins fois par mois plusieurs fois par an jamais

24. Dans quel but consultez-vous notre site ?

Profil du lecteur-lectrice

25. Tranche d'âge : 18-30 ans 30-45 ans 45-60 ans plus de 60ans

26. Sexe : femme homme

27. Statut : cadre employé ouvrier pensionné étudiant travailleur sans emploi

Secteur professionnel

28. Engagement militant/associatif : OUI NON

29. Comment avez-vous « connu » *L'Esperluette*?

- par hasard bouche à oreille sur mon lieu de travail dans une bibliothèque
 via le site internet du CIEP lors d'une formation ou une animation via notre page FB
 autres

30. Lisez-vous d'autres revues de débats de société ? OUI NON Si oui, lesquelles ?

Le congé-éducation payé en zone de turbulences

PAR FRÉDÉRIC LIGOT,
 SECRÉTAIRE POLITIQUE DU MOC

LE DROIT AU CEP: UN CONQUIS SOCIAL IMPORTANT... ET FRAGILE

Le congé-éducation payé (CEP) est le résultat d'un long combat du mouvement ouvrier pour le temps libéré et l'émancipation culturelle des travailleurs¹. Apparenté à un «droit culturel individuel», il permet actuellement aux travailleurs engagés à temps plein et à certains travailleurs à temps partiel dans le secteur privé de pouvoir s'absenter de leur travail pour suivre certaines formations avec l'assurance du maintien de leur salaire. Les formations qui ouvrent le droit au CEP, sont soit professionnelles, soit générales et ne doivent pas - c'est important - être nécessairement en lien avec l'activité professionnelle de l'ayant-droit. Le CEP constitue ainsi une pièce maîtresse dans la (maigre) panoplie des droits culturels accordés aux travailleurs salariés (les fonctionnaires n'ayant, quant à eux, pas accès à ce droit...). Cela étant, le CEP a toujours été, dans les faits, un dispositif assez hybride, aussi bien utilisé comme outil de promotion de la formation professionnelle (le plus souvent des formations imposées d'adaptation professionnelle directement liées aux besoins de qualification des entreprises) que comme un droit à la promotion et à l'émancipation culturelles, sociales et politiques des travailleurs salariés, leur donnant ainsi accès à une série de formations organisées, par exemple, par l'enseignement de promotion sociale, les Universités, les associations d'éducation permanente comme le CIEP avec l'ISCO et le BAGIC, et la formation syndicale... Ce caractère relativement ambivalent du droit au CEP (incitant à la formation versus droit à l'émancipation culturelle) n'a sans doute pas aidé à lui donner une in-

telligibilité et une légitimité politique fortes et partagées, et ce, malgré le succès rencontré par le dispositif. En outre, et pour des raisons d'ordre essentiellement budgétaire, le droit au CEP a subi au fil des années, et principalement à partir du début des années 90, une série de réformes souvent drastiques qui ont eu pour effet de réduire toujours plus le nombre d'heures de formation admissibles et, par voie de conséquence, le droit individuel des travailleurs à la formation et à l'émancipation socioculturelle. Ces restrictions successives se sont en outre accompagnées d'une primauté tendancielle donnée aux formations courtes et professionnalisantes, au détriment des formations «générales» plus longues (formations syndicales et d'éducation permanente, promotion sociale, enseignement supérieur), dénaturant peu à peu ainsi la dimension «culturelle» du droit en question. C'est donc un droit des travailleurs déjà passablement fragilisé qui traverse à nouveau d'importantes zones de turbulences dans le cadre (et dans la suite) de la dernière réforme institutionnelle.

6^{ÈME} RÉFORME DE L'ÉTAT: LE DROIT AU CEP EN PLEINE ZONE DE TURBULENCES

Vu cette tendance lourde à orienter l'usage du CEP au bénéfice des formations purement «sectorielles» à finalité d'adaptation professionnelle (orientation qui pèsera par ailleurs assez lourdement dans le déficit structurel du dispositif), la crainte était de voir à terme ce dispositif fédéral - qui présente indéniablement une dimension de «sécurité sociale» - être régionalisé. Crainte d'autant plus légitime que peu de domaines échappent, comme on sait, à des enjeux communautaires.

Ce qui n'était alors qu'une crainte, est devenu réalité. La sixième réforme de l'État approuvée par les huit partis engagés dans la négociation institutionnelle a, en effet, entériné la décision de dé-fédéraliser le dispositif par souci, notam-

ment, d'homogénéiser les compétences des entités fédérées. Le droit au CEP est ainsi devenu une compétence effective des Régions (et de la Communauté germanophone) depuis 2015. Et ce n'est pas une bonne nouvelle... Car ajoutée à la démultiplication de la charge de travail pour les opérateurs et le manque de lisibilité pour les employeurs et les travailleurs, une régionalisation du dispositif risque de dénaturer un droit qui est avant tout, rappelons-le, un droit culturel individuel.

Rapatrifier le CEP au niveau des Régions, c'est, en effet, assumer le fait de réduire le dispositif à un simple outil de politique d'emploi et de formation (compétence régionale). Les employeurs ont, à cet égard, compris, depuis longtemps déjà, tout l'intérêt qu'ils pouvaient tirer du CEP en utilisant le dispositif pour «mutualiser» leurs coûts de formation professionnelle et assurer de la sorte, sur le dos de la collectivité, leurs besoins de reconversion et d'adaptation de leur main d'œuvre. Ainsi, une régionalisation du CEP constitue l'aboutissement de cette logique utilitaire, confinant étroitement l'activation du droit au CEP dans les limites strictes des besoins du marché du travail et du développement économique. Certes, nous n'en sommes pas encore tout à fait là et les Régions se contentent, pour le moment, de gérer plus ou moins à l'identique le dispositif du CEP, hormis la Flandre qui a déjà introduit des critères plus explicitement liés à l'employabilité et retirant toute possibilité de se faire reconnaître à durée indéterminée comme précédemment. Cette situation nous montre donc que nous ne pouvons avoir aucune garantie sur l'évolution future du dispositif.

DEUX PRINCIPAUX DANGERS GUETTENT

Le premier, on l'a déjà souligné, concerne une probable volonté d'instrumentalisation du droit au CEP au service quasi-exclusif d'un objectif de qualification strictement professionnelle et de formation à bon compte de la main d'œuvre. Cela équivaudrait à une négation pure et simple des objectifs politiques d'émancipation sous-jacents à la revendication historique d'un droit au CEP. Le second danger concerne une très probable future différenciation des politiques menées par les trois Ré-

gions compétentes² en matière de réglementation de l'usage du CEP. Hormis les aspects liés au droit du travail et aux dispositifs de concertation sociale (qui relèvent toujours du niveau de compétences du Fédéral), les Régions sont désormais compétentes pour tous les autres aspects du CEP³: la réglementation générale du dispositif, son contrôle et son inspection, la reconnaissance des congés et la détermination des formations qui y donnent droit, principalement. Il est donc malheureusement plus que probable que, demain ou après-demain, les Régions décident souverainement et sans se concerter entre elles de modifier plus ou moins significativement la réglementation de leur propre dispositif de CEP (concernant, par exemple, le nombre d'heures ou les types de formations admissibles, les niveaux de remboursement, etc.), avec toutes les conséquences négatives que cela va inévitablement engendrer: complexifications administratives inutiles des modalités d'accès au droit (ce qui déforcera plus encore son intelligibilité et sa légitimité), rupture de droits pour les travailleurs et entrave à la mobilité inter-régionale (une formation donnant accès au droit au CEP en Wallonie pourrait ne pas être agréée comme telle en Région bruxelloise, par exemple), complexité de la future gestion du dispositif pour les employeurs et opérateurs de formations, etc.

Le dispositif du droit au CEP présentait certes des lacunes qui, à défaut d'avoir été intelligemment corrigées, ont sans doute précipité sa régionalisation et son

démantèlement partiel. Mais il faut souligner que la régionalisation de ce droit (à l'instar de la régionalisation de beaucoup d'autres compétences d'ailleurs, comme celle du droit aux allocations familiales, par exemple), n'apporte a priori strictement aucune plus-value à ses utilisateurs et bénéficiaires. Que du contraire: la régionalisation du CEP risque bien de s'apparenter dans les faits à une régression sociale pour les travailleurs et à une restriction de l'exercice de leurs droits culturels.

Quoi qu'il en soit, la régionalisation du CEP est un fait sur lequel on ne pourra revenir. Il convient donc, dès maintenant, pour le mouvement ouvrier et ses organisations syndicales de parer autant que faire se peut aux effets socialement régressifs de la régionalisation du droit au CEP et, dans le cadre de la nouvelle donne institutionnelle, d'envisager un redéploiement ambitieux du droit au CEP dans une réelle visée de libération et d'émancipation du monde du travail. ■

1. Voir CAUDRON Céline, «Congé-éducation payé: nos droits culturels à défendre», dans *Démocratie*, 1^{er} novembre 2011 (www.revue-democratie.be/index.php/societe/enseignement/370-conge-education-payé-nos-droits-culturels-a-defendre)
2. Quatre Régions, en prenant en compte la Communauté germanophone.
3. Une limite toutefois: le droit à un CEP a fait l'objet de la Convention n° 140 de l'Organisation internationale du Travail qui a été ratifiée par la Belgique et qui s'impose comme telle aux entités fédérées. Dans le cadre de cette ratification, les Régions ne peuvent donc pas purement et simplement supprimer le droit au CEP. Mais elles pourraient néanmoins en réduire la portée à son strict minimum.

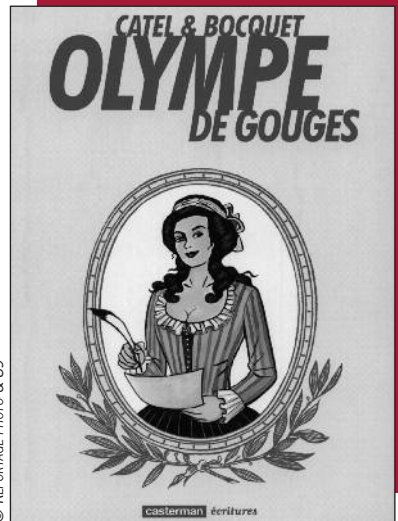
POUR EN SAVOIR PLUS:

POUR LA RÉGION WALLONNE:

[HTTP://EMPLOI.WALLONIE.BE/HOME/FORMATION/CONGE-EDUCATION-PAYEE.HTML](http://emploi.wallonie.be/home/formation/conge-education-payee.html)

POUR LA RÉGION BRUXELLES-CAPITALE:

[WWW.WERK-ECONOMIE-EMPLOI.IRISNET.BE/CONGE-EDUCATION-PAYEE](http://www.werk-economie-emploi.irisnet.be/conge-education-payee)



© REPORTAGE PHOTO & 89

Nouvelle session BAGIC à Charleroi

Vous êtes animatrice/teur en éducation permanente, dans une organisation de jeunesse ou d'adultes, un Centre culturel, une association de quartier, ... Vous travaillez dans un dispositif de prévention, de politiques urbaines, en activités extra scolaires, ... Vous développez des actions en alphabétisation ou en AMO, des projets d'expression culturelle, ...

Vous voulez donner à votre engagement des capacités de changement, Alors, la formation à la coordination de projets culturels et sociaux en action collective (BAGIC) devrait vous intéresser.

Contenus de la formation: Enjeux et acteurs de l'action culturelle et socioculturelle; Lecture critique des dispositifs socioculturels et politiques; Le pilotage des projets; Supervision et Intervention des pratiques; Méthodologie de l'action collective; La Culture et l'art comme enjeux citoyens; Outils de gestion et d'organisation

Méthodologie: Gestion participative de la formation; Réappropriations individuelle et en sous groupes; Encadrement pédagogique assuré par des professionnels de l'action culturelle et socioculturelle et coordonné par le CIEP ■

INFOS PRATIQUES:

DÉBUT DE LA FORMATION: LE 4 OCTOBRE 2016

LIEU: MAISON POUR ASSOCIATIONS DE MARCHIENNE-AU-PONT - WWW.MPA80.BE

CONDITION D'ENTRÉE EN FORMATION: SÉANCE D'INFORMATIONS ET ENTRETIEN INDIVIDUEL.

INFO ET INSCRIPTION AU SECRÉTARIAT: FRANCINE BAILLET - TÉL.: 02/246.38.41
MAIL: BAGIC@CIEP.BE

COORDINATION: LAHCEN AIT AHMED
MAIL: LAHCEN.AITAHMED@CIEP.BE

Devenir acteur de changement avec l'ISCO

Ouverture de nouveaux groupes

Le CIEP organise, dans plusieurs régions, des formations ISCO certificative d'animateur en action collective politique, culturelle et sociale. Les lancements auront lieu en automne et au début janvier. ■

INTÉRESSÉ-E, CONTACTEZ LES RESPONSABLES:

• **A BOUGE**

LIEU: CSC DE BOUGE CHAUSSÉE DE LOUVAIN 510 À 5004 BOUGE

CONTACT: CHRISTINE PIRSON (FEC-CSC NAMUR)
TÉL.: 081/25.40.86 - MAIL: NA@FECASBL.BE

• **A CHARLEROI**

LIEU: CSC CHARLEROI-SAMBRE ET MEUSE (RUE PRUNIAU, 5 À 6000 CHARLEROI)

CONTACT: ERIC LAMBIN (FEC CHARLEROI)
TÉL.: 071/23.09.84 - 0477/81.05.51
MAIL: CH@FECASBL.BE

• **A BRUXELLES**

LIEU: MOC DE BRUXELLES (RUE PLÉTINCKX, 19 À 1000 BRUXELLES)

CONTACT: JOSÉ ANGELI (CIEP-MOC DE BRUXELLES)
- TÉL.: 02/557.88.39 - 0477/68.87.40
MAIL: JOSE.ANGELI@MOCBXL.BE

• **DANS LE HAINAUT CENTRE**

LIEU: MONS OU LA LOUVIÈRE

CONTACT: SAMUEL THIRION (CIEP-HAINAUT CENTRE)
TÉL.: 065/35.39.63
MAIL: S.THIRION@CIEP-HAINAUTCENTRE.BE



Bien s'informer pour décoder l'actualité

Le CIEP Luxembourg organise un **programme critique et réflexif** intitulé **Socrate**. Les objectifs poursuivis par cette formation sont d'acquies des outils d'analyse, une bonne capacité de s'informer, de décoder son environnement et l'actualité.

La formation d'une année se base sur des faits d'actualité. Cette année, on retrouve parmi les thèmes sélectionnés: les crises financière et alimentaire, les relations entre les Flamands et les Wallons, les institutions belges, européennes et internationales. ■

INFOS PRATIQUES:

DATES: LE MERCREDI DE 18H30 À 21H30 D'OCTOBRE 2016 À JUIN 2017

LIEU: LIRE ET ÉCRIRE (RUE DU VILLAGE 1A À LIBRAMONT)

PUBLIC: ACCESSIBLE À TOUS - GRATUIT ET SANS PRÉREQUIS

UNE PRÉSENCE RÉGULIÈRE EST RECOMMANDÉE POUR DYNAMISER LE GROUPE

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION: VÉRONIQUE QUINET (CIEP LUXEMBOURG) - TÉL.: 063/21.87.33 - MAIL: VQUINET.MOCLUX@GMAIL.COM

Violence(s) institutionnelle(s) sur le marché de l'emploi

La Commission Insertion du CIEP Brabant wallon organise sa quatrième matinée de formation autour de la violence institutionnelle du marché de l'emploi.

Quel est le sens du travail dans notre société? La notion s'est naturalisée au point qu'une vie humaine lui doive aujourd'hui sa valeur. Avec un collectif de chômeurs militants (Riposte.cte), PhiloCité® a élaboré un dispositif d'animation sur **Le travail en questions**.

Après avoir visionné collectivement un documentaire sur les exclus du chômage en Belgique (*Les parasites* de Patrick Séverin), nous ouvrirons un champ de questionnement au moyen d'exercices d'écriture individuelle, de moments de reculs en sous-groupes et de discussions philosophiques collectives. La mobilisation de fiches informatives (historiques, sociologiques, statistiques, etc.) permet d'approfondir les concepts évoqués en cours de discussions. ■

INFOS PRATIQUES:

DATE: VENDREDI 18 NOVEMBRE DE 9 À 13H

LIEU: ENCORE À DÉFINIR

PUBLIC: LES TRAVAILLEURS SOCIAUX ISP OU EP DU BW

RENSEIGNEMENTS: CIEP BRABANT WALLON - PERRINE DETOBER - TÉL.: 067/21.89.91
GSM: 0497/64.58.72 - MAIL: PERRINE.DETOBER@CIEPBW.BE - WWW.MOCBW.BE

Démocratie et mémoire(s)

UNE RÉFLEXION CITOYENNE SUR LA MÉMOIRE COLLECTIVE DANS NOS DÉMOCRATIES

Les élus politiques, les enseignants, les journalistes font sans cesse référence au passé. Aujourd'hui, il faut «se souvenir»: le devoir de mémoire est devenu une obligation morale. Dans quels buts? Toutes les mémoires ont-elles voix au chapitre? L'oubli est-il permis?

Au cœur de la Province de Luxembourg, Bastogne est un lieu d'histoire et de mémoire par excellence, suite aux événements de la Bataille des Ardennes, qui y est omniprésente, dans ses musées, dans ses rues, sur ses places... C'est pourquoi le CIEP du Luxembourg lance une série de soirées de réflexion citoyenne sur la mémoire collective dans nos démocraties. D'une certaine manière, la Ville de Bastogne symbolise, à elle seule, la société actuelle: celle-ci évoque

abondamment le passé et la mémoire. Elle fait preuve d'une véritable boulimie mémorielle faite de commémorations en tout genre.

La question de la mémoire touche à l'individuel mais aussi au collectif. La Belgique d'aujourd'hui voit s'affronter deux communautés aux mémoires divergentes. L'Europe s'est construite à partir du rapprochement de deux ennemis et de deux mémoires... Au-delà des commémorations et des appels au passé, il est primordial que les citoyens comprennent ce qui se joue, pour eux-mêmes et pour la société dans son ensemble. Autant d'occasions et de chantiers pour réfléchir à partir d'exposés de spécialistes renommés, issus de diverses disciplines. ■

PROGRAMME:

- **13 OCTOBRE:** LA MÉMOIRE JOUE-T-ELLE CONTRE L'HISTOIRE (LAURENCE VAN YPERSELE, HISTORIENNE UCL)
- **27 OCTOBRE:** BASTOGNE, ENTRE HISTOIRE ET MÉMOIRE (MATTHIEU BILLA, MANAGER DU BASTOGNE WAR MUSEUM ET UNE REPRÉSENTANTE DE LA COMMUNE DE BASTOGNE)
- **17 NOVEMBRE:** LE DEVOIR DE MÉMOIRE EN DÉBAT (DÉMOCRATIE ET BARBARIE - CFWB)
- **8 DÉCEMBRE:** POURQUOI LES ÉLUS POLITIQUES RECOURENT-ILS AU PASSÉ? (EMILIE AUSSEMS, POLITOLOGUE - UCL)
- **12 JANVIER:** CINÉ-DÉBAT L'ÉCOLE ET LA MÉMOIRE (PROJECTION DU FILM: *LES HÉRITIERS* DE M.-C. MENTION-SCHAAR)
- **2 FÉVRIER:** MONOPOLE ET CONCURRENCE MÉMORIELS (GEOFFREY GRANDJEAN, POLITOLOGUE - ULG)
- **23 FÉVRIER:** LES MÉDIAS POUR LA MÉMOIRE? (MARC VANESSE, JOURNALISTE - ULG)
- **16 MARS:** SOIRÉE OUVERTE
- **20 AVRIL:** FAUT-IL UNE MÉMOIRE COMMUNE POUR VIVRE ENSEMBLE? LE CAS DE LA BELGIQUE (OLIVIER LUMINET, PSYCHOLOGUE UCL)
- **11 MAI:** FAUT-IL UNE MÉMOIRE COMMUNE POUR VIVRE ENSEMBLE? LE CAS DE L'EUROPE (VALÉRIE ROSOUX, POLITOLOGUE - UCL)
- **1^{ER} JUIN:** DOIT-ON OUBLIER? (FRANÇOIS HEINDERICKX - ULB À CONFIRMER)
- **15 JUIN:** L'ENGAGEMENT CITOYEN PAR LA MÉMOIRE (TERRITOIRES DE LA MÉMOIRE - FONDATION MERCI)

INFOS PRATIQUES:

DATES: 12 SOIRÉES DU 13 OCTOBRE 2016 AU 15 JUIN 2017 (19H30-21H30)

LIEU: MUTUALITÉ CHRÉTIENNE, SALLE DU MARDASSON (2 ÉTAGE), RUE P. THOMAS, 10 À 6600 BASTOGNE

PUBLIC: FORMATION GRATUITE ET ACCESSIBLE À TOUS - **INSCRIPTION SOUHAITÉE**

RENSEIGNEMENTS: CIEP LUXEMBOURG - ISABELLE PAQUAY - TÉL.: 063/21.87.33

MAIL: I.PAQUAY@MOCLUXEMBOURG.BE - WWW.MOCLUXEMBOURG.BE

École des devoirs et les troubles de l'apprentissage¹

PAR CLAUDE PARFAIT,
BAGIC 2010-2012

Deux hypothèses sont à la base de ce travail sur les troubles de l'apprentissage au sein des écoles de devoirs.

Malgré les efforts de la Fédération Wallonie-Bruxelles concernant les troubles de l'apprentissage, on constate sur le terrain l'insuffisance des initiatives et l'absence de changements, dues bien souvent à une méconnaissance du problème dans le chef des enseignants. Si, au départ, il est légitime de penser que le corps enseignant ne veut rien faire pour ces enfants et les considère même comme une charge supplémentaire, une fois les divers entretiens menés au

près des parents d'enfants atteints de ces troubles, des enfants, des enseignants et des directions d'établissements scolaires, on met surtout en évidence le manque de formation des enseignants. Les résultats des interviews permettent de conclure que le monde enseignant connaît assez mal ces troubles, leurs conséquences sur la vie quotidienne, principalement sur le travail scolaire et le bien-être des enfants. Les parents en sont relativement conscients mais sont, en général, frustrés par cette méconnaissance. Quant aux enfants, ils sont en souffrance et ne demandent qu'une chose: être compris.

Dès lors on peut s'interroger: pourquoi créer un groupe d'échanges et d'informations au sein de l'école de devoirs?

Est-ce pertinent dans le sens où, regroupant des parents, des enseignants et des professionnels en troubles des apprentissages, il pourrait être à l'origine de diverses actions de sensibilisation et d'une meilleure compréhension mutuelle.

Cette thématique fut également abordée lors des entretiens et a révélé une réelle volonté de la part de tous les acteurs de faire connaître les troubles de l'apprentissage. Seul bémol, les enseignants et directions d'écoles sont inquiets quant à leur présence dans ce groupe, inquiets d'un éventuel lynchage de l'enseignement tel qu'il est aujourd'hui.

Lors de ces entretiens, des pistes d'actions collectives (journée des dys, conférences-débats,...) et des pistes d'aide pour les enfants ont été élaborées. ■

1. Le titre précis du mémoire est «*École des Devoirs DYS/10 et groupe d'échanges et d'informations pour une «action collective» d'informations et de sensibilisation sur les divers troubles de l'apprentissage*».

Les EPN en Wallonie: de l'espace public numérique à l'espace pluriel numérique

PAR DANIEL CORTES BUENO, BAGIC 2010-2012

La notion de «fracture numérique» est à la base de la mise en place de nombreuses politiques publiques dans le domaine des nouvelles

technologies en Europe, et, plus particulièrement, en Région wallonne. Dans les années 2000, les différentes lectures de cette notion ont donné lieu à la mise en place de nombre d'initiatives. En 2007, par exemple, en Wallonie, les Espaces Publics Numériques (EPN) se sont vus labellisés, avec un cahier des charges en termes d'offre, d'accompagnement professionnel, d'infrastructures, d'accessibilité horaire et financière pour tous. Aujourd'hui, dans un monde où l'évolution des technologies et des pratiques est extrêmement rapide, surgissent de nouveaux objectifs et de nouvelles missions. Dans ce contexte, le métier d'animateur-médiateur numérique tend, lui aussi, à évoluer.

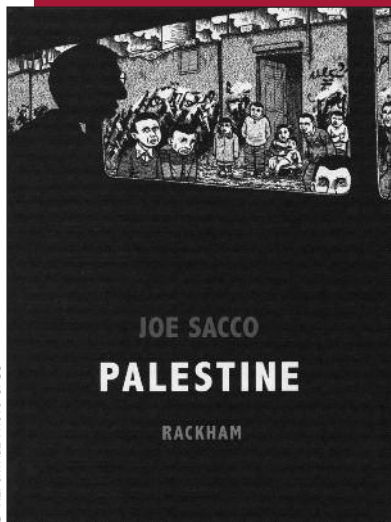
Mener cette recherche m'a permis de me rendre compte que le rôle et la place des EPN en Wallonie, de leur reconnaissance

et moyens d'existence, et du statut de leurs travailleurs restent pleinement d'actualité.

L'EPN de demain est déjà présent dans l'imaginaire de beaucoup de responsables et d'acteurs de terrain: un espace technologique varié, ouvert, habité par les citoyens, encadré par des professionnels reconnus, un espace qui démocratisera l'accès aux technologies, proposera des projets socioculturels variés et une ouverture à la culture. Loin d'être un simple lieu de formation, l'EPN sera un outil d'émancipation citoyen au service de tous. La vision d'Éric Blanchart, coordinateur des EPN en Région wallonne, avec le concept de tiers lieux, leur ouvre cette perspective.

De toute évidence, cette impulsion nouvelle est tributaire de moyens humains, financiers et technologiques accrus et pérennisés, moyens qui aujourd'hui manquent cruellement.

L'avenir des Espaces publics numériques est donc de devenir des Espaces pluriels numériques... Cette pluralité sera-t-elle celle de multiples réalités 'bricolées' au gré des moyens disponibles? Ou celle de la richesse des initiatives et des projets rendus possibles par un soutien et une reconnaissance accrus des pouvoirs publics? ■





Mon histoire de formation: celle que j'ai reçue, celle que je pratique

Le CEFOC met sur pied une formation de formateurs en récit de vie dans une perspective d'Education permanente. Dans cette perspective, la méthode du Récit de vie a pour but de relier le passé, le présent et le futur, mais aussi de relier les éléments disparates pour donner sens et cohérence à des existences individuelles, relier le sujet à ses ancrages familiaux et sociaux, relier des individus entre eux, relier des problématiques personnelles et des questions sociales. Les objectifs de cette formation de formateurs sont de se former en groupe à cette méthodologie, à partir d'un travail d'implication personnelle, sur un thème dont les participants ont une certaine expérience; de faire émerger un questionnement, à la fois sur la méthodologie du récit de vie et sur le thème retenu.

La formation débute avec une implication personnelle dans un récit centré sur le thème. Une prise de recul et une analyse sont ensuite débattues en groupe d'une part sur le processus du récit de vie et d'autre part sur le thème de la formation comme enjeu dans la société d'aujourd'hui. Plus que dans d'autres formations, l'implication personnelle importante requiert une présence régulière et une confidentialité. ■

INFOS PRATIQUES:

DATES: DES MARDIS LES DEUX PREMIÈRES RENCONTRES: 18 OCTOBRE ET 15 NOVEMBRE DE 9H30 À 13H00.

LA SUITE DU CALENDRIER SERA FIXÉE AVEC LE GROUPE.

1^{ER} MODULE: D'OCTOBRE À DÉCEMBRE 2016

2^E MODULE: DE JANVIER À JUIN 2017

LIEU: CEFOC, RUE SAINT NICOLAS, 84 - 5000 NAMUR

PROGRAMME: 8 DEMI-JOURNÉES ET 2 JOURNÉES COMPLÈTES

PUBLIC: TOUTE PERSONNE AYANT UNE EXPÉRIENCE DE FORMATEUR, DÉSIREUSE PAR LA SUITE DE TRANSMETTRE CETTE FORMATION

PRIX: 300 € PAR MODULE (INSTITUTION) 150 € PAR MODULE (PARTICULIER). POUR LES ASSOCIATIONS QUI DÉPENDENT DE LA CP329, LE FONDS 4S INTERVIENT DANS LE COUT DES FORMATIONS.

RENSEIGNEMENTS: VÉRONIQUE HERMAN
GSM: 0498/122.143

MAIL: VERONIQUE.HERMAN@CEFOC.BE

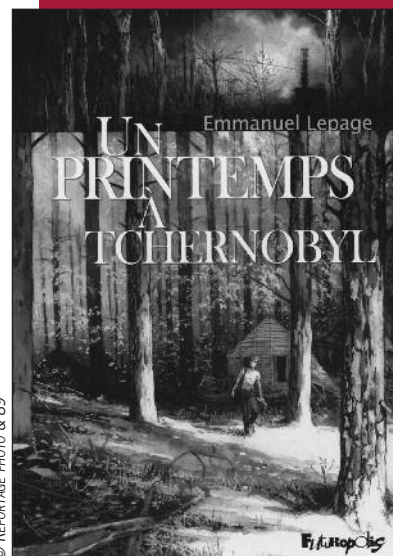
INSCRIPTION: CEFOC-SECRETARIAT

TÉL.: 081/23.15.22

MAIL: INFO@CEFOC.BE WWW.CEFOC.BE

On ne naît pas raciste, on le devient...

Pendant près de cinq siècles, l'industrie de l'exhibition humaine a fasciné plus d'un milliard de visiteurs, en montrant en spectacle entre 30 et 35 000 figurants issus du monde entier. Cette mise en scène, bien souvent premiers contacts visuels entre les cultures, ont tracé une frontière et une hiérarchie entre prétendus «civilisés» et prétendus «sauvages» dans les esprits en Occident. Dans les théâtres, les cirques, les foires, les cabarets, les zoos, les jardins d'acclimatation, lors des grandes expositions universelles, nationales et coloniales, on a inventé «le sauvage». L'exposition «Zoos humains» montre comment nos préjugés sur le sauvage se sont mis en place depuis des siècles. Symboles oubliés de l'époque coloniale, ces «zoos humains» ont été totalement refoulés de notre mémoire collective. Installée précédemment au Musée du Quai Branly à Paris, cette exposition met la lumière sur l'histoire de ces hommes, femmes et enfants qui ont été amenés d'Afrique, d'Asie et d'Océanie pour être exhibés en Europe. Des conférences et des séances de cinémas sont prévues autour de l'expo. ■



© REPORTAGE PHOTO & 89

INFOS PRATIQUES:

DATES: DU 17 SEPTEMBRE AU 23 DÉCEMBRE 2016

LIEU: LA CITÉ MIROIR PLACE XAVIER NEUJEAN, 22 4000 LIÈGE (ESPACES GEORGES TRUFFAUT ET ROSA PARKS)

RÉSERVATION: TÉL.: 04 230 70 50 - MAIL: RESERVATION@CITEMIROIR.BE

PROGRAMME ET DOCUMENTS PÉDAGOGIQUES: WWW.ZOOSHUMAINS.BE

En lutte, une exposition d'«Histoires d'émancipation»

Depuis le XIX^e siècle, des hommes et des femmes se mobilisent pour obtenir des droits sociaux et politiques. Leurs histoires sont celles de non conquêtes, de nos libertés et de notre sécurité sociale.

Des conditions de travail infernales imposées aux ouvriers dans les usines et les charbonnages à la résistance aux politiques néo-libérales, cette Histoire est notre histoire. Elle est marquée par l'engagement de celles et ceux qui ont pris le chemin de l'émancipation individuelle et collective. Cette Histoire est au cœur de l'exposition permanente du CAL de la province de Liège. Elle nous plonge pendant 60 minutes dans les combats pour l'égalité, avec ceux et celles qui l'ont construite. ■

INFO PRATIQUES:

LIEU: LA CITÉ MIROIR PLACE XAVIER NEUJEAN 22 4000 LIÈGE

PAF: 5,00 €

RÉSERVATION ET RENSEIGNEMENTS: TÉL.: 04/430.70.50 - MAIL: INFO@CITEMIROIR.BE - WWW.CITEMIROIR.BE



Animer un projet collectif avec des outils numériques

L'avènement du web 2.0 et les nouvelles pratiques qui en découlent bouleversent complètement les métiers des animateurs et gestionnaires de projets. Comprendre les limites et avantages des outils numériques pour animer son projet collectif est devenu indispensable.

En 4 jours non consécutifs et du travail à distance (5 modules à distance de 2h), Cooptic Belgique-Crie de Mouscron propose d'acquérir les principales compétences pour faire face à ces nouveaux enjeux. Cette formation est portée et organisée par Culture.Wapi asbl avec le soutien du Fond4S. ■

INFOS PRATIQUES:

DATES: DE FÉVRIER À MARS 2017

LIEU: TOURNAI

PUBLIC: EMPLOYÉS DU SECTEUR SOCIO-CULTUREL (COMMISSION PARITAIRE 329)

PRIX: 200 €

PROGRAMME

- 7 FÉVRIER: LA MALÉDICTION (LE PARADOXE) DES PROJETS COLLECTIFS!
- 21 FÉVRIER: LES TRUCS ET ASTUCES D'ANIMATEURS DE PROJETS COLLECTIFS
- 7 MARS: ENRICHIR, BOOSTER, FAIRE DURER SON PROJET
- 21 MARS: DEMAIN, JE PASSE À L'ACTE!

INFOS: CRIE DE MOUSCRON ASBL - COOPTIC GATIEN BATAILLE RUE DE LA VELLERIE 135 - 7700 MOUSCRON
SECRETARIAT: 0483/679 320
MAIL: INFO@COOPTIC.BE

Dates à épinglez

60 ANS APRÈS LA CATASTROPHE DE MARCINELLE

De nombreuses activités entourent cette commémoration jusque fin de l'année.

• Exposition *Le mineur, ce héros*

Transformer nos mineurs de fond en super héros! Voilà le pari fou de cette exposition! A voir en famille ou en groupe.

DATE: JUSQU'AU 11 DÉCEMBRE

HORAIRE: OUVERT TOUTS LES JOURS SAUF LE LUNDI. DU MARDI AU VENDREDI: DE 9H00 À 17H00. SAMEDI ET DIMANCHE: DE 10H00 À 18H00.

POUR EN SAVOIR PLUS: WWW.LEBOISDUCAZIER.BE

• Projection événement du film «*Pride*»

Ce film retrace la lutte du Syndicat National des Mineurs des années 80 en Angleterre.

DATE: 13 OCTOBRE

LIEU: CINÉMA LE PARC - RUE DE MONTIGNY 58, 6000 CHARLEROI

RÉSERVATION OBLIGATOIRE: 071/29.89.30
RESERVATION@LEBOISDUCAZIER.BE

• Colloque

Mineur aujourd'hui dans le Monde

DATE: 14 OCTOBRE DE 9H À 17H

PROGRAMME: EXPOSÉ ET TABLES-ROUNDES SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MINEURS DANS LE MONDE ET EN EUROPE

WWW.LEBOISDUCAZIER.BE/EVENT/COLLOQUE-MINEUR-AU-JOURDHU-DANS-LE-MONDE/?EVENT_DATE=2016-10-14

FESTIVAL ALIMENTERRE

AU PROGRAMME: SEPT DOCUMENTAIRES PASSIONNANTS QUI POUSSENT À L'ACTION, DES RENCONTRES D'ACTEURS DU NORD ET DU SUD, UN FORUM DES ALTERNATIVES, DES ATELIERS «DO IT YOURSELF», DES COURTS-MÉTRAGES...

ORGANISATION: SOS FAIM

DATES: OCTOBRE ET NOVEMBRE 2016

LIEUX: BRUXELLES, LIÈGE, NAMUR, CHARLEROI, ARLON, OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE, WELKENRAEDT, COMBLAIN-AU-PONT

PROGRAMME COMPLET:

WWW.FESTIVALELIMENTERRE.BE

ACCUEIL DE PARTENAIRES SOLIDARITÉ MONDIALE DU SÉNÉGAL ET DU CONGO

DATES: DU 5 AU 12 OCTOBRE

LIEUX: LIÈGE, VERVIERS ET NAMUR

INFOS: WWW.SOLMOND.BE/ ET LES SITES DES CIEP-MOC DE LIÈGE, DE VERVIERS ET DE NAMUR

«A LA CONQUÊTE DE LA PROTECTION SOCIALE»

Petit train dans la ville de Tournai pour mettre à l'honneur les lieux de la protection sociale.

DATE: 14 OCTOBRE

LIEU: TOURNAI

INFOS: CIEP HAINAUT OCCIDENTAL AVENUE DES ETATS-UNIS, 10 BTE 8 - 7500 TOURNAI

TÉL.: 069/88.07.62 - [HTTP://MOC-HO.BE/](http://MOC-HO.BE/)

LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS A-T-ELLE ÉCHOUÉ?

Journée de réflexion avec des débats et des ateliers

DATES: 14 OCTOBRE DE 9H À 17H30

LIEU: SAINT-GILLES

PROGRAMME:

WWW.LIGUEDH.BE/72430/IMAGES/PDF/AFDLA2016/P/ROGRAMME_JOURNEE_REFLEXION_AFDLA_LDH_2016.PDF

RENSEIGNEMENTS: LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
TÉL.: 02/209.62.80 - **MAIL:** LDH@LIGUEDH.BE

RECHERCHE SCIENTIFIQUE, FORMATION D'ADULTES ET ACTION CITOYENNE

PROGRAMME:

EXPOSÉS EN MATINÉE:

- L'ARTICULATION RECHERCHE-FORMATION-ACTION: DE L'INTELLIGENCE DU SOCIAL A LA SOCIALIZATION DE L'INTELLIGENCE (HERVE POURTOIS, PROFESSEUR UCL)
- RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET FORMATION D'ADULTES: ALLIANCE POSSIBLE ET SOUHAITABLE? (ETIENNE BOURGEOIS, PROFESSEUR UNIVERSITE DE GENEVE)
- LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE: UNE RESSOURCE POUR L'ACTION? (NATHALIE SCHIFFINO, PROFESSEUR UCL)
- RECHERCHE EMPIRIQUE: EMANATION DES TERRAINS ET PERSPECTIVES D'ACTION (MURIEL WILQUET, DIRECTRICE DE SONECOM)

ATELIERS L'APRÈS-MIDI:

- DEBATTRE DU ROLE DE LA RECHERCHE DANS LA FORMATION UNIVERSITAIRE DES ADULTES.
- LA PLACE DE LA FORMATION DES ADULTES DANS L'ACTION CITOYENNE, POLITIQUE, SOCIALE, EDUCATIVE.
- LA PLACE DE L'ACTION SOCIALE ET CITOYENNE DANS LA FORMATION DES ADULTES: LE ROLE DU PRATICIEN-CHERCHEUR.

DATE: 15 octobre

LIEU: UCL Auditorio Montesquieu (Rue Montesquieu 32 - 1348 Louvain-la-Neuve)

Organisé par la FOPES et la FOPA en l'honneur de l'accès à l'éméritat de Luc Albarello.

INSCRIPTION: WWW.UCLOUVAIN.BE/769378.HTML

DES CONVICTIONS POUR NOURRIR L'AVENIR WEEK-END DE FORMATION DU CEFOC

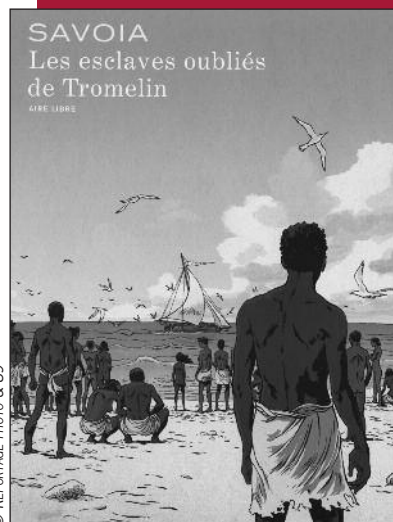
DATES: 15 ET 16 OCTOBRE

LIEU: CENTRE LASALLIEN À CINEY

INFORMATION ET INSCRIPTION: CEFOC ASBL - RUE SAINT-NICOLAS, 84 - 5000 NAMUR

TÉL/FAX: 081/23.15.22 - **INFO@CEFOC.BE**

WWW.CEFOC.BE



SOMMET AIR-CLIMAT-ENERGIE

Dans le prolongement de la COP21, le Gouvernement wallon a adopté un Plan Air-Climat-Energie 2016-2022, qui actualise sa politique climatique et renforce ses mesures de réduction de la pollution atmosphérique. Les différents secteurs d'activité sont concernés: production d'énergie, industrie, transports, agriculture, forêt, résidentiel et tertiaire. Avec ce Sommet, le Gouvernement wallon entend impliquer toutes les parties prenantes et mobiliser les citoyens.

DATES: 26 ET 27 OCTOBRE

LIEU: MICX MONS INTERNATIONAL CONGRESS EXPERIENCE - 7000 MONS

PROGRAMME: CONFÉRENCE MAGISTRALE ET COLLOQUE
INFOS ET PROGRAMME: AGENCE WALLONNE DE L'AIR ET DU CLIMAT - WWW.AWAC.BE/INDEX.PHP/L-AGEN-CE/NEWS/ITEM/162-SOMMET-AIR-CLIMAT-ENERGIE

FORMATION À LA CONFÉRENCE GESTICULÉE

DATES: DE NOVEMBRE 2016 À MARS 2017 (14 JOURNÉES DE FORMATION DE 09H À 18H)

LIEU: SAINT-GILLES

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION: CFS EP
TÉL.: 02/543.03.08 - MAIL: INFO@CFSASBL.BE
[HTTP://EP.CFSASBL.BE/SPIP.PHP?RUBRIQUE230](http://EP.CFSASBL.BE/SPIP.PHP?RUBRIQUE230)

50^{ÈME} ÉDITION DE L'OPÉRATION 11.11.11

DATES: 3 AU 13 NOVEMBRE

INFOS: WWW.11.BE/FR/WAT-DOET-11-11-11

L'INTERGÉNÉRATIONNEL À BRUXELLES, VIVIER D'EXPÉRIENCES

DATES: 8 NOVEMBRE DE 14H À 17H

LIEU: CENTRE SPORTIF VICTORIA À KOEKELBERG

RENSEIGNEMENTS: ENÉO LAURENCE PUYAUBERT
TÉL.: 02/501.58.13

MAIL: ENEO.BRUXELLES@MC.BE
WWW.ENEO.BE/BRUXELLES.HTML

BEAU TEMPS POUR LES FEMMES?

Les politiques temporelles au prisme de l'égalité femmes/hommes

Cette année, l'édition 2016 des Temporelles se tiendra, pour la première fois, en Belgique, en collaboration avec l'association Synergie Wallonie pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Ce colloque international constitue une véritable rencontre entre acteurs de la société civile, laissant la place aux débats, aux échanges de points de vue et de bonnes pratiques.

DATES: JEUDI 17 ET VENDREDI 18 NOVEMBRE

LIEU: NAMUR - CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE NAMUR RUE DE DAVE, 165 - 5100 JAMBES)

COUT: GRATUIT

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION: SYNERGIE WALLONIE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ASBL 500/23, RUE DE GEMBLoux - 5002 NAMUR - TÉL.: 081/43.44.67
GSM: 0489/58.21.34

MAIL: INFO.SYNERGIEWALLONIE@GMAIL.COM
INFO@SYNERGIE-WALLONIE.ORG
WWW.SYNERGIE-WALLO.NIE.ORG

CHANGER LE SYSTÈME... PAS LE CLIMAT!

Journée d'étude d'actualité politique du CIEP

DATE: 18 NOVEMBRE 2016-09-12

LIEU: INSTITUT CARDJUN À LOUVAIN-LA-NEUVE

PROGRAMME: DISPONIBLE SUR WWW.CIEP.BE

INSCRIPTION ET RENSEIGNEMENTS:

FRANCINE BAILLET - TÉL.: 02/246.38.41

MAIL: FRANCINE.BAILLET@CIEP.BE

THINK AND DO IT YOURSELF Formation Altermondialisme et action directe non-violente

DATES: 17 ET 18 NOVEMBRE 2016

LIEU: MUNDO B 26 RUE D'EDIMBOURG 1050 IXELLES

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION: QUINOA

TÉL.: 02/893.08.70 - WWW.QUINOA.BE/BLOG/FORMATION-TDY-17-18-NOVEMBRE/

CLÔTURE DE LA CAMPAGNE «PROTECTION SOCIALE POUR TOUS»

Séminaire et rencontre avec le ministre de la Coopération au développement

DATE: DÉCEMBRE

RENSEIGNEMENTS: WWW.SOLMOND.BE/

1^{ER} FORUM BELGE DES SCIENCES SOCIALES

QU'EN EST-IL

DE LA DÉMOCRATIE?

Un espace d'échanges, de débat et de réflexion avec trois ateliers, deux conférences plénières, une Foire aux initiatives et une Foire aux chercheurs.

DATE: 15 DÉCEMBRE

LIEU: RÉGION DE CHARLEROI (À DÉTERMINER)

INSCRIPTION: WWW.BFSS.BE

INFOS: UNIVERSITÉ OUVERTE DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES DELPHINE HOÇQ AVENUE GÉNÉRAL MICHEL 1B - 6000 CHARLEROI
TÉL.: 071/20.27.36

MAIL: HOCQ.DELPHINE@UO-FWB.BE - WWW.UO-FWB.BE

APPROCHE SYSTÉMIQUE ET PRATIQUES DE RÉSEAUX

Organisée par le CESEP, cette formation de 2 ans propose de découvrir les fondements théoriques de l'approche systémique, ses principaux auteurs et les différents courants qui la traversent. Ouverte sur les différents contextes et les différentes disciplines auxquels s'applique l'approche systémique, elle s'appuie sur une méthodologie spécifique et novatrice.

DATES: PARTIR DU LUNDI 9 JANVIER 2017 (42 JOURNÉES RÉPÉTÉES SUR 2 ANS)

HORAIRE: DE 9H00 - 16H30

LIEU: CESEP RUE DE CHARLEROI 47 - 1400 NIVELLES

PUBLIC: PROFESSIONNELS DU SECTEUR ASSOCIATIF ET, PLUS LARGEMENT, DU SECTEUR NON-MARCHAND.

PROGRAMME DÉTAILLÉ: WWW.ASPR.BE

INSCRIPTION: ENVOYER VOTRE CV AU CESEP

À L'ATTENTION DE MARC D'HONDT

OU PAR MAIL: MDH@CESEP.BE

INFOS: CESEP MARC D'HONDT

TÉL.: 067/89.08.59

Adresses des centres régionaux du CIEP

BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
02/557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons
065/35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1
5000 Namur - 081/22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19
4700 Eupen
087/59.46.30



Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:

Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be



Avec le soutien de



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

